JOURNAL DES MAIRES
ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX
N° 9
septembre 2026
169e année
Mensuel
20 €



Assurer la sécurité du quotidien

Élections municipales
Un scrutin sous influence artificielle

Finances locales
Comment chasser les subventions ?

Marché public
Mettre en œuvre le critère environnemental

salon des maires et des collectivités locales

infoprodigital

AMF

L'audace est locale

24—26 Novembre 2026
Paris, Porte de Versailles - Pavillon 7

En tenue conjointe avec :

SALON DES SPORTS & PARASPORTS

SALON DE LA BIODIVERSITÉ ET DU GÉNIE ÉCOLOGIQUE

Informations complémentaires :

www.salondesmaires.com

Le Journal des Maires partenaire du Salon des Maires 2026

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Sommaire septembre 2026



4-10 Actualités – En bref

11-17 Dossier **Assurer la sécurité du quotidien**

12-13 Loi Ripost : les maires face aux free-parties

14-15 Ruralité : la mutualisation des policiers est-elle une solution ?

16-17 Police municipale : choisir son nouveau régime

Vie des élus

18-19 Élections municipales : un scrutin sous influence artificielle

20 Déontologie : une application d'autodiagnostic éthique

22 Initiative : la démocratie directe par les assemblées citoyennes

Vie communale

24-25 Chute des effectifs scolaires : se résoudre à vendre les écoles vides

26-27 Journées du patrimoine : une plongée dans les archives photographiques communales

Gestion locale • Management

28-29 Contraventions : la bataille des radars

30-31 Finances locales : comment chasser les subventions ?

Développement durable

32-33 Mobilité : les transports collectifs au défi de la crise du pétrole

34-35 Champignons : un élément d'attractivité locale diversement apprécié

36 Initiative : la première chaufferie publique à coquilles de noix

Le cahier

37 Bibliothèque numérique
Sélection d'articles disponibles sur notre site

38 Agenda • À faire

Fiches juridiques

39-40 Marché public : mettre en œuvre le critère environnemental

41-42 Le congé supplémentaire de naissance

43-44 La commission de contrôle des listes électorales

45 Agenda • Dates à retenir

46-49 Au Journal officiel

50 Jurisprudences • Réponses ministérielles

Modèles d'actes mis en ligne sur www.journaldesmaires.com

- Délibération d'institution de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation
- Règlements intérieurs de la cantine scolaire et de l'accueil périscolaire
- Arrêtés de placement en congé supplémentaire de naissance (fonctionnaire/contractuel)

COUVERTURE © ADOBESTOCK



Plan Orsec-Chaleurs extrêmes

Le ministère de l'Intérieur a publié sur son site, le 10 juillet dernier, le nouveau plan « Orsec DS Chalex ». Une série de 72 fiches couvrant l'ensemble des sujets et des acteurs impliqués en cas de canicule : baignade, accueil des mineurs, travail, agriculture, réseaux, etc. L'un des points essentiels de ce plan vise la mise à l'abri des personnes vulnérables isolées à domicile. Les préfets doivent identifier, avec les maires et présidents d'interco, des lieux de mise à l'abri et les moyens de transport permettant d'y emmener les personnes. Ces lieux, baptisés « Centres d'accueil et de regroupement (CARe) », devront être équipés *a minima* d'un lit picot ou d'une chaise longue par personne accueillie, de stocks d'eau, de kits de premiers secours et de défibrillateurs, de sanitaires adaptés, et compter un responsable, un référent santé ainsi que deux volontaires au moins par tranche de 20 personnes accueillies. **J.-C.P.**

CONGÉS ANNUELS REPORTÉS

Penser à informer les agents

Le Conseil d'État a annulé, le 16 juin 2026, certaines dispositions du décret du 21 juin 2025 relatives au report et à l'indemnisation des congés annuels (décision n° 506127). Un décret modificatif sera adopté avant la fin de l'année. Mais, dès à présent, les employeurs doivent adapter leurs pratiques et appliquer trois règles : informer individuellement les agents de leurs droits à congés reportés ; conserver la preuve de cette information (signature, courrier recommandé…) ; organiser le report des quatre premières semaines de congés lorsque leur prise a été empêchée par les nécessités du service. **J.-C.P.**

PHOTOS © ADOBESTOCK – JDM/©

Les chiffres du mois

7 %

C'est le pourcentage d'établissements scolaires climatisés, contre 64 % des bureaux et 100 % des centres commerciaux.

(Source : ADEME)

+ 70 %

C'est l'augmentation du nombre de saisines du Défenseur des droits depuis 2020 (200 000 en 2026), dont une part importante concerne la dégradation du service public.

(Source : Bilan de fin de mandat, juin 2026)

FINANCES

Fiscalité locale, chère disparue

Les collectivités ont perdu, pour la seule année 2024, 26 Md€ de ressources fiscales par rapport à ce qu'elles auraient perçues si elles avaient conservé leurs impôts locaux et leur pouvoir de taux, selon un rapport de la délégation aux collectivités territoriales du Sénat. Les sénateurs évaluent aussi à 5,5 Mds€ l'écart entre les compensations promises par l'État et celles effectivement versées. Ils recommandent donc de sortir les compensations des variables d'ajustement de Bercy et d'imposer un contrôle tous les trois ans, avec un rattrapage automatique si les collectivités sont perdantes. Pas sûr que Bercy retienne cette proposition… **J.-C.P.**





CANICULE

Un plan pour aider les communes à adapter leurs écoles

Le réseau Action des collectivités territoriales pour l'efficacité énergétique (ACTEE) et la Banque des territoires pilotent une opération, dotée de 190 M€, visant à aider les collectivités à adapter 12 500 écoles aux fortes chaleurs. Toutes les communes pourront faire réaliser un diagnostic entièrement pris en charge de leur bâti scolaire (écoles, cantines, crèches et bâtiments périscolaires). Une page dédiée du site https://demarche.numerique.gouv.fr permet d'en faire la demande. Le diagnostic donnera lieu à des préconisations soit de petits travaux (installation de stores, de brasseurs d'air…), soit d'aménagements de plus grande ampleur. Dans le premier cas, les collectivités recevront une aide forfaitaire de 10 000 € et, dans l'autre, c'est le groupe EDF qui apportera son soutien à l'installation de climatiseurs. **J.-C.P.**

MOBILITÉ

La fracture rurale sévit

L'assignation à résidence ne touche pas que les jeunes des quartiers. Une étude, réalisée par l'association Chemins d'Avenir, l'Institut Terram et l'IFOP, démontre à quel point ce phénomène impacte les jeunes vivant dans des territoires ruraux ; un quart des 15-29 ans. La cause ? Les difficultés liées à la mobilité. Distance, faiblesse des transports en commun et dépendance à la voiture (69 % en ont besoin quotidiennement, contre 38 % des jeunes urbains) compliquent leur accès à l'emploi, aux soins ainsi qu'aux activités culturelles et de loisirs. Et cela pèse sur les portefeuilles : le budget moyen pour les transports d'un jeune rural s'élève à 528 € par mois, contre 307 € pour un jeune urbain du même âge. **J.-C.P.**

CATASTROPHES NATURELLES

Le prix de la sécheresse

Depuis le début des années 2000, la sécheresse ne cesse de monter en puissance dans le coût global du régime Cat Nat. Sans encore connaître les dégâts causés par la sécheresse en 2026, ceux de 2025 ont représenté près de la moitié de l'ensemble des catastrophes naturelles sur l'année. Viennent ensuite les vents cycloniques et les inondations. L'année 2025 confirme l'installation durable d'un niveau de sinistralité élevé. Les dommages assurés se situent autour de 2 milliards d'euros par an, dont plus d'un milliard pris en charge en réassurance par la Caisse centrale de réassurance (CCR). Cette évolution traduit aussi une exposition croissante des territoires dans un climat qui change. **D.H.**



BUDGETS CULTURELS

Une baisse globale de 6 % dans les régions

Selon le Syndicat des musiques actuelles (SMA), les coupes dans les budgets des régions consacrés à la culture s'élèvent encore à 47 millions d'euros en 2026. Si globalement la baisse sur un an est de 6 %, les régions ne sont pas logées à la même enseigne. La Normandie et la Corse ont augmenté leur budget de la culture en 2026, tandis que, par exemple dans les Hauts-de-France et en Bretagne, la baisse est inférieure à la moyenne nationale. Le gros des troupes rassemble les régions dont la baisse est égale ou supérieure à la moyenne nationale avec des pics de -12 % pour les Pays de la Loire et même de -15 % enregistrés en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Au total, 12 régions présentent un budget de la culture en baisse en 2026, contre 9 en 2025. **D.H.**

PHOTOS © ADOBESTOCK – JDM/©

ÉCONOMIES D'EAU

Monit'Eau, un nouvel outil pour les bâtiments publics

Développé par l'association AMORCE, Monit'Eau s'adresse aux collectivités de toutes tailles ne disposant pas encore d'outil de suivi des consommations d'eau de leurs équipements (écoles, mairies, locaux administratifs, équipements sportifs, espaces verts…). Alors que les consommations d'eau des bâtiments publics concernent 2 à 5 % de celles d'un territoire, Monit'Eau permet aux collectivités d'établir un état des lieux de leurs consommations, d'en assurer le suivi dans la durée et de construire une stratégie de sobriété adaptée à leur patrimoine. Monit'Eau a été testé par des collectivités volontaires dans le but de réduire les consommations d'eau de leurs bâtiments et usages publics d'environ 10 %. **D.H.**

OBJECTIF ZAN

L'alerte de la FNH face aux dérogations

« Les tentatives de contournement de l'objectif zéro artificialisation nette (ZAN) se poursuivent », alerte la Fondation pour la nature et l'homme (FNH). Des oublis dans le calcul de l'objectif ZAN auraient conduit à octroyer un permis de bétonner de plus de 187 000 hectares pour la période 2021-2031. L'ONG craint de surcroît que de multiples dérogations présentes dans des textes législatifs en cours d'examen ne viennent aggraver la situation au moment où le rôle thermique et hydrique des sols devrait être plus que jamais préservé. Chaque année, l'Hexagone continue d'artificialiser près de 20 000 hectares, soit environ deux fois la superficie de Paris et 8 000 hectares de trop par an. **D.H.**



BLANCHIMENT DE CAPITAUX

Tracfin sollicite le concours des maires

Une note diffusée sur le portail de la DGCL* en appelle aux maires pour lutter contre le blanchiment d'argent sale. *« En raison de leur connaissance de l'écosystème local »*, ils sont en mesure *« d'identifier des situations et des atypismes qui ne sont pas facilement visibles par d'autres acteurs »*, peut-on lire. Parmi les signaux d'alerte, la note cible les commerces de proximité, en cas de très forte croissance du chiffre d'affaires en peu temps et de façon atypique par rapport au contexte local, de changements fréquents de gérant ou encore de rachats de baux commerciaux à des prix sous ou surévalués… Les maires peuvent également saisir Tracfin en cas de doute sur des détournements de subventions ou d'atteinte à la probité lors de la passation de marchés publics. Ce signalement n'expose pas le maire, car Tracfin a l'interdiction de révéler l'existence ou l'origine d'une information de soupçon. **J.-C.P.**

*www.collectivites-locales.gouv.fr

PHOTOVOLTAÏQUE

Le réseau est saturé, les projets en stand-by

Alors que l'exécutif appelle à électriser tous les usages et que les élus locaux ont été incités – à travers plusieurs textes de loi – à installer des panneaux solaires sur les toits de bâtiments publics et des parkings, leurs projets sont aujourd'hui bloqués. En cause, l'embolie du réseau électrique. Ainsi, dans un courrier adressé aux maires et président d'EPCI, le préfet des Pyrénées-Atlantiques leur demande de freiner la production d'énergie renouvelable dans certains territoires. Selon une étude de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) réalisée fin 2025, ce problème existe dans plus d'un tiers du pays. **J.-C.P.**



PHOTOS © ADOBESTOCK – JDM/©

Ressources humaines

Pourquoi choisir le CNAS, 1er acteur de l'action sociale pour le personnel territorial

Un large choix de **prestations**

Logement, transport, enfants, solidarité, vacances, loisirs… Le CNAS propose une grande variété de prestations. Facilement accessibles en ligne, elles répondent aux attentes de tous ses bénéficiaires.

Un levier pour la **politique RH**

L'action sociale du CNAS améliore le quotidien et l'épanouissement des agents territoriaux et de leurs familles. Véritable témoignage de reconnaissance pour le personnel, elle constitue un atout pour recruter et fidéliser.

Un réseau de **proximité** unique

Le maillage des équipes professionnelles du CNAS et des bénévoles, agents et élus, permet un accompagnement personnalisé des adhérents et des bénéficiaires.

La force de la **mutualisation**

Du village au conseil régional, des établissements publics locaux aux associations du personnel, le CNAS sert un large panel de structures territoriales, et délivre une action sociale équitable à tout leur personnel.

Suivi de l'adhésion

Via leur compte en ligne sécurisé, les adhérents accèdent à des statistiques anonymisées sur l'utilisation des prestations par le personnel.

Sécurité et **conformité**

Le CNAS gère l'action sociale dans le respect des obligations légales et administratives : protection des données conforme au RGPD, déclaration et paiement par le CNAS des cotisations sociales, collecte du prélèvement à la source éventuellement dû par les bénéficiaires.

L'action sociale, une obligation légale

L'action sociale est un droit pour tous les agents territoriaux consacré par les lois des 2 et 19 février 2007 relatives à la FPT.

Le CNAS en chiffres

21 500
structures adhérentes

2,3 MILLIONS
de bénéficiaires et d'ayants droit (agents, conjoints, enfants)

3 MILLIONS
de prestations délivrées en 2025

7
antennes régionales

96
délégations départementales

1967
année de création du CNAS



CATHERINE BRIE
Maire de Saint-Saturnin (Charente)

« Le CNAS, c'est la solidarité, la proximité et la reconnaissance *de l'engagement des agents.*

En tant que maire, je suis employeur et responsable des conditions de travail et du bien-être du personnel de ma collectivité.

Lors des recrutements, je constate que c'est aussi un outil d'attractivité. »

CNAS

cnas.fr

Contacter le CNAS en flashant ce QR code



DÉPÔTS SAUVAGES

Un service de la gendarmerie pour accompagner les maires

Le dépôt de plainte n'est pas la seule option en cas de constat d'un dépôt sauvage de déchets : le maire peut aussi lancer une procédure administrative prévue à l'article L. 541-3 du code de l'environnement et prononcer une amende (jusqu'à 15 000 €) qui reviendra à la commune. Cette procédure permet également de mettre en demeure l'auteur de nettoyer le dépôt sauvage. Pour accompagner les maires dans cette démarche, la gendarmerie a mis en place le site Protect'Envi. Il détaille les étapes de la procédure et propose des rapports de constatation préremplis. Une FAQ fournit également un calculateur permettant d'estimer le montant de l'amende à prononcer. **J.-C.P.**

À LIRE sur www.journaldesmaires.com
▸ **« Sanctionner les dépôts sauvages de déchets »** fiche juridique code 107053

VOL DE DONNÉES

Le secteur public, cible vulnérable

Après l'ANTS, l'agence qui édite les titres d'identité en avril et l'INSEE en juin, c'est au tour des services fiscaux d'être victimes d'un piratage en juillet dernier. Des vols de données personnelles en série qui confirment le diagnostic de vulnérabilité dressé par la CNIL dans son rapport annuel, récemment publié. L'administration concentre 19 % des 6 167 notifications reçues en 2025, soit une hausse de 9,5 % par rapport à 2024. Des attaques qui pourraient pourtant être évitées. Le mode opératoire des hackers est en effet invariable : dans près de 80 % des cas, l'intrusion a été permise en usurpant un compte protégé par un simple mot de passe. Une part significative des incidents implique en outre un sous-traitant à la sécurité défaillante. Or, les contrôles menés dans les collectivités révèlent un déficit d'hygiène informatique criant. Face à ce constat, la CNIL rappelle des exigences fondamentales : déployer l'authentification multifacteur (MFA) pour les accès distants, journaliser les accès, sensibiliser régulièrement les agents et encadrer les sous-traitants. **J.-C.P**



RURALITÉ

La troisième phase de Villages d'avenir est lancée

Le ministre de la Ruralité, Michel Fournier, a annoncé le 10 juillet dernier la poursuite du programme Villages d'avenir, lancé en 2023. Ce dispositif d'ingénierie à destination des communes rurales de moins de 3 500 habitants accompagne 3 081 collectivités et près de 5 600 projets. Pour cette troisième phase, le préfet devient *« guichet unique d'orientation des collectivités »* (il continuera d'assurer la sélection des communes) et les conventions pluriannuelles Villages d'avenir intégreront des *« indicateurs de suivi »* et une *« clause de revoyure à mi-parcours »*. Les nouvelles intégrations de projets se feront toujours selon le principe d'un entrant pour un sortant. En 2026, il n'est donc pas prévu de renforts supplémentaires en chefs de projet (actuellement au nombre de 120). **J.-C.P.**

PHOTOS © ADOBESTOCK – JDM/©

Sfil | Caisse des Dépôts GROUPE

Nous finançons l'essentiel

LES COLLECTIVITÉS BÂTISSENT L'AVENIR, SFIL LES ACCOMPAGNE



En Seine-Saint-Denis, la reconstruction de bassins de rétention renforce la protection contre les inondations tout en améliorant la gestion des eaux pluviales.

Écoles, réseaux d'eau, équipements sportifs, rénovation énergétique, mobilité… Derrière chaque projet local se pose la même question : comment financer des investissements indispensables tout en préservant les équilibres budgétaires en ce début de mandat ? Depuis plus de dix ans, Sfil, banque publique de développement, accompagne les collectivités pour transformer leurs projets en réalisations concrètes.

« Les élus connaissent les besoins de leur territoire. Notre rôle est de leur donner les moyens d'y répondre. Derrière chaque financement, il y a un projet qui améliore concrètement le quotidien des habitants : une école rénovée, un réseau d'eau modernisé, un équipement public plus performant ou une mobilité facilitée. C'est cette capacité d'action que nous accompagnons partout en France, avec des financements adaptés aux réalités de chaque collectivité », explique **Stéphane Costa de Beauregard,** Directeur du secteur public local, des opérations et de la RSE de Sfil

Donner aux élus les moyens d'agir

Premiers investisseurs publics du pays, les collectivités façonnent chaque jour les territoires de demain. Elles réalisent les équipements et les infrastructures qui améliorent la vie quotidienne des habitants, soutiennent l'activité économique et renforcent l'attractivité locale. Dans un contexte budgétaire exigeant, elles doivent engager leur projet de mandat tout en préservant leurs équilibres financiers.

Filiale du groupe Caisse des Dépôts, Sfil intervient aux côtés de La Banque Postale et de la Banque des Territoires pour répondre aux besoins de financement des collectivités. Depuis 2013, elle a mobilisé 55 milliards d'euros de financements en faveur des collectivités locales et accompagné près de 11 000 collectivités. Premier financeur bancaire du secteur public local avec ses partenaires, elle propose des solutions de financement simples et adaptées aux besoins de toutes les collectivités, de la plus petite commune à la région.

Des projets qui transforment les territoires

Partout en France, en métropole et outre-mer, ces financements donnent corps à des réalisations concrètes. En Seine-Saint-Denis, la reconstruction de bassins de rétention renforce la protection contre les inondations tout en améliorant la gestion des eaux pluviales. Aux Sables-d'Olonne, un réseau de chaleur alimenté par la thalasso thermie accélère la transition énergétique grâce à une énergie renouvelable locale. À La Teste-de-Buch, un nouveau conservatoire accompagne le développement de la commune et enrichit son offre culturelle. À la Réunion, un nouvel outil multi-filière, comprenant un centre de tri, une unité de méthanisation et une unité de valorisation énergétique, est installé pour traiter et valoriser les déchets à Pierrefonds, en complément des dispositifs de sensibilisation de la population.

Ces investissements sont différents par leur nature, mais ils répondent à une même ambition : améliorer durablement la qualité de vie des habitants et préparer l'avenir. Derrière chacun d'eux se trouvent une vision portée par des élus, un territoire qui se transforme et des bénéfices qui s'inscrivent dans le temps long.

Accompagner les investissements locaux, c'est investir dans l'avenir des territoires. En donnant aux collectivités les moyens de réaliser leurs projets, Sfil contribue au développement économique, à la transition écologique et à l'amélioration durable des services publics au bénéfice de tous les citoyens.

Sfil en chiffres

Depuis 2013 au service des investissements locaux

55 Md€ de financements accordés aux collectivités locales

Près de **11 000 collectivités** accompagnées

1er financeur bancaire du secteur public local avec ses partenaires, La Banque Postale et la Banque des Territoires

100 % du territoire accompagné en métropole et outre-mer

Plus d'informations sur www.sfil.fr

HEURE D'HIVER

Villes sanctuaires : la 25e heure !

L'association des Villes sanctuaires en France organise chaque année un événement culturel et spirituel appelé la « 25e heure des villes sanctuaires ». Il a lieu à l'occasion du passage à l'heure d'hiver, lorsque les horloges reculent d'une heure. L'idée est de transformer cette heure supplémentaire en un moment de découverte des sanctuaires français et des villes, grandes ou petites, comme Sainte-Anne-d'Auray (Morbihan, 2 889 habitants). Les villes participantes proposent notamment, en partenariat avec leur office de tourisme, des parcours guidés pour mettre en valeur le patrimoine religieux et historique des villes sanctuaires et favoriser aussi la rencontre entre tourisme, culture et spiritualité. **D.H.**



ÉLECTIONS

Vers un scrutin mutualisé en 2032 ?



Dans une note, le Conseil d'analyse économique (CAE) pointe *« un essoufflement actuel de la démocratie en France »*. En guise de remède démocratique, deux économistes préconisent la désignation le même jour de l'ensemble des élus locaux (conseillers municipaux, départementaux et régionaux). Selon eux, ce scrutin mutualisé pourrait être mis en œuvre en 2032 pour pallier notamment la baisse de la participation électorale, voire *« une fatigue électorale »* chez les citoyens. Pour renforcer la participation, la note du CAE propose aussi de rendre l'inscription sur les listes électorales automatique pour tous. **D.H.**

AMÉNAGEMENT

Les villes moyennes, pivot des territoires

Les programmes Action cœur de ville (ACV) et Petites Villes de demain seront poursuivis sur la durée du mandat municipal, a annoncé Françoise Gatel, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, lors du congrès de Villes de France le 2 juillet dernier à Roanne. L'« ACV 3 », comme on l'appelle, sera axé sur deux priorités : le logement et le commerce. Pour Françoise Gatel, qui prépare une stratégie nationale d'aménagement du territoire, les villes moyennes jouent un rôle pivot en occupant des fonctions de centralité. *« Une métropole, aussi puissante soit-elle, n'a pas d'avenir si elle n'a pas autour d'elle une armature urbaine »*, a-t-elle illustré. **J.-C.P.**

CITOYENS MOBILES DE L'UE

Pas de poste de maire, mais des garanties de vote renforcées

Les citoyens mobiles de l'Union européenne ne sont toujours pas éligibles aux fonctions de maire ou d'adjoint. Les 27 États membres n'ont pas suivi les députés européens qui préconisaient de supprimer une dérogation permettant aux États de choisir leurs propres ressortissants comme éligibles aux fonctions de maire ou d'adjoint de collectivités. Le texte introduit cependant des garanties visant à éviter les radiations des listes tant dans le pays de résidence que dans le pays d'origine. Les citoyens mobiles devraient aussi bénéficier des mêmes modalités de vote spécifiques (par anticipation, correspondance, voie électronique…) que celles prévues pour les ressortissants de l'État concerné. **D.H.**

PHOTOS © ADOBESTOCK – JDM/©



Assurer la sécurité du quotidien

Rave-parties, rodéos urbains, protoxyde d'azote, narcotrafic, mortiers d'artifice… des irritants qui perturbent la vie quotidienne des habitants et à l'égard desquels les maires sont démunis. Pour y répondre, le Parlement vient d'adopter une nouvelle loi visant à assurer la sécurité du quotidien. Objectif : un choc d'autorité par le durcissement des sanctions pénales et administratives. Mais ce renforcement de l'arsenal répressif suffira-t-il à épauler efficacement les maires ? En zone rurale, confrontés aux free-parties, les élus locaux semblent plutôt jouer la carte de l'apaisement et de la conciliation. Au demeurant, faute de budget dédié, ils sont d'ailleurs largement démunis en moyens de police.

Pour autant, les municipalités rurales ne manifestent pas une grande appétence pour les solutions de mutualisation des effectifs. Malgré leur opérationnalité pour épouser la porosité et la mobilité de la délinquance, les polices intercommunales ou pluricommunales butent sur de multiples obstacles : du refus de partager son pouvoir de police avec ses pairs ou de s'en dessaisir au profit du président de l'intercommunalité jusqu'à la crainte d'investir le champ de la sécurité, domaine privilégié de l'État. Les villes en revanche, mieux dotées en effectifs de police municipale, vont devoir effectuer un choix stratégique à l'issue d'une nouvelle législation en préparation. Les maires qui le souhaitent pourront confier une compétence élargie à leurs services de police municipale. De quoi mieux répondre aux attentes de sécurité de leurs habitants ?

12-13 Loi Ripost : les maires face aux free-parties
14-15 Ruralité : la mutualisation des policiers est-elle une solution ?
16-17 Police municipale : choisir son nouveau régime

PHOTO © ADOBESTOCK

Loi Ripost
Les maires face aux free-parties

Même sous canicule, les free-parties, illégales et contestataires, s'établissent spontanément sur des terrains dépeuplés. Les maires ruraux doivent alors s'y affronter. La loi Ripost qui promet un « choc d'efficacité » pourra-t-elle les aider ?

Le 21 juillet dernier, sénateurs et députés se sont finalement accordés sur la loi dite « Ripost ». Entendre : apporter des *« réponses immédiates aux phénomènes troublant l'ordre public, la sécurité et la tranquillité »*, comprenant pêle-mêle rodéos urbains, consommation de gaz hilarant, vente à la sauvette de tabac, commerce de feux d'artifice ou violences sexuelles dans les transports en commun. Mais ce *« choc d'autorité »* et *« d'efficacité »*, promis par le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, s'est rapidement désintéressé de son premier projet : aider les maires à encadrer la tenue de free-parties.

Ces festivals de musique électronique (ou « teknivals »), improvisés sur de vastes terrains ruraux, ont lieu un peu partout et peuvent accueillir plusieurs milliers de personnes. Dépeints comme des espaces de dépravation, ils inquiètent les maires tout en attisant la curiosité, et parfois la colère, des habitants. La loi Ripost, elle, semble taper à côté. Dans le Cher, à Cornusse (226 habitants) et à Bengy-sur-Craon (628 habitants), récit par les maires concernés de l'arrivée de l'une des plus importantes free-parties de France.

Des festivaliers installés en force

« Les festivaliers sont arrivés la nuit vers quatre ou cinq heures du matin, par centaines de véhicules, raconte Édith Raquin, maire de Cornusse. *Les gendarmes ont tenté de les arrêter au pont sur la Nièvre, mais, après quelques échanges musclés et face au nombre imposant de voitures qui forçaient le barrage, ils ont dû les laisser passer. »* Leur point de chute : le terrain militaire de Cornusse, une zone de tirs servant à tester les armes produites par certains mastodontes de l'industrie de l'armement. Édith Raquin en a longuement parlé avec les participants. *« Ce n'était pas seulement un festival, mais une manifestation politique contre la guerre, contre l'exportation d'armes à l'étranger et contre leur utilisation par les forces de l'ordre »,* précise-t-elle. Non loin à l'est de Bourges (Cher, 64 186 habitants), le teknival visait aussi directement Laurent Nuñez qui est natif de cette ville.

Passer de 700 à 20 000 habitants en quelques heures

À Bengy-sur-Craon, un vent de panique a soufflé quand les festivaliers ont massivement débarqué par la gare SNCF. *« Les anciens parlaient de la débâcle en 1940, quand les Allemands sont arrivés !,* ironise le maire Denis Durand. *On a le sentiment d'être envahis quand arrivent 20 000 personnes sur une commune de 700 habitants. Le village était embouteillé pendant huit heures, on aurait eu du mal à évacuer qui que ce soit s'il y avait eu un acci-*



Édith Raquin,
maire de Cornusse (Cher, 226 habitants)
« Les festivaliers sont arrivés la nuit, vers quatre ou cinq heures du matin, par centaines de véhicules. »

Loi Ripost : parmi les autres mesures

- Sanction de la détention de mortiers d'artifice sans motif légitime.
- Interdiction de vente de protoxyde d'azote aux particuliers.
- Montant de l'amende forfaitaire délictuelle (AFD) pour consommation de stupéfiants porté de 200 à 500 euros.
- Possible rétention du permis de conduire et confiscation du véhicule pour rodéo urbain.
- Montant de l'AFD pour occupation illicite d'un terrain en réunion (gens du voyage) porté de 500 à 1000 euros.

PHOTOS © DR – JDM/©

dent. » Et les barrages filtrants n'arrangent pas les choses. *« On était enclavés de toutes parts et obligés de cohabiter au village : les habitants, les festivaliers et les gendarmes,* se souvient Édith Raquin. *Mon travail a alors été de rassurer les habitants, mais ça s'est bien passé. Les festivaliers n'étaient pas des marginaux, d'après ce que j'ai pu constater. J'ai vu une infirmière d'un service de néonatalogie, un expert-comptable, des secrétaires, des banquiers et beaucoup d'étudiants. Des habitants sont même allés discuter avec eux de leurs revendications, et certains sont allés les rejoindre au festival, par curiosité.* »



Les maires confrontés aux nuisances

L'impact des free-parties sur la faune locale, tant sauvage que d'élevage, questionne évidemment. Mais le maire de Bengy-sur-Craon pointe davantage leur caractère illégal *« vis-à-vis des autres habitants qui n'ont pas le droit d'aller sur ce terrain militaire et des agriculteurs qui doivent avoir des laissez-passer. Là, pendant trois jours, c'était "no limit" ! Je ne suis pas contre les manifestations, mais il faut qu'elles soient autorisées. La loi doit être la même pour tous, sinon il n'y a plus de vie en commun.* » Les conséquences de ce festival pour sa commune semblent également avoir été compliquées. Au-delà des inévitables nuisances sonores qu'entraîne la mise en place de *sound system* trois jours d'affilée, *« on a eu des chiens errants dont il a fallu s'occuper, quelques panneaux tagués. Les festivaliers avaient chacun leur sac-poubelle accroché au rétroviseur et ramassaient leurs déchets, mais le tri sélectif n'était pas fait et j'ai dû mettre deux agents pendant deux jours pour tout nettoyer. Si on avait été prévenus, on aurait pu faire les choses autrement.* »



Denis Durand,
maire de Bengy-sur-Craon (Cher, 628 habitants)
« On est plutôt accueillants mais, si on avait été prévenus, on aurait pu faire les choses autrement : prévoir des toilettes, de l'eau… »

Une riposte étatique peu adaptée

Alors que la loi Ripost prévoyait initialement qu'une commune puisse se constituer partie civile afin d'obtenir le remboursement de ces dépenses de nettoyage et de remise en état, cette disposition a été abandonnée par les sénateurs. Ne reste que la possible confiscation du matériel pour les organisateurs et, pour les festivaliers, la nouvelle amende forfaitaire délictuelle (AFD) pour participation à une rave-partie illégale. Mais elle pourrait s'avérer peu opérante pour enrayer le processus. D'abord parce que, selon le rapport de Cour des comptes de mars dernier, un quart seulement des AFD sont effectivement payées par les débiteurs. Ensuite, parce que *« certains sont déterminés au point de dire que leur contravention fait partie du budget du week-end,* diagnostique Édith Raquin. *Et puis, on a toujours connu des événements de cet acabit, comme Woodstock. Ce sont des générations qui se succèdent et qui s'expriment.* » Le 14 août, alors qu'il avait été saisi en juillet par 120 parlementaires, le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel de la loi Ripost. En attendant la mise en œuvre effective des nouvelles sanctions, les maires poursuivent tant bien que mal leur mission visant à assurer la tranquillité publique, à mi-chemin entre l'admonestation impuissante et la conciliation apaisante. JDM

Livia Stahl

Ruralité
La mutualisation des policiers est-elle une solution ?

L'aggravation de la délinquance et du sentiment d'insécurité dans les zones rurales met les maires sous pression. Les solutions de mutualisation des polices municipales peinent cependant à se généraliser.

Troisième force de sécurité intérieure, la police municipale compte plus de 28 000 membres surtout opérationnels en zones urbaines ou périurbaines. Si 80 % des communes de plus de 3 500 habitants disposent d'un service dédié, leur déploiement en milieu rural demeure encore anecdotique, en raison notamment des enjeux financiers, estimés par la Cour des comptes à 2,3 milliards d'euros. La juridiction financière souligne d'ailleurs, dans son rapport de mars dernier, que l'implantation des policiers municipaux est davantage liée au potentiel financier des communes qu'aux phénomènes de délinquance. Cette nouvelle fracture territoriale n'est en tout cas pas compensée par les dispositifs de mutualisation intercommunale ou pluricommunale, puisque ceux-ci ne concernent à l'heure actuelle que 2 % des effectifs recensés.

Un double dispositif juridique

Si la police municipale reste une prérogative du maire, le code de la sécurité intérieure ouvre en effet des possibilités facilitant la mise en commun ou la création de services dont le champ d'intervention s'étend au-delà du territoire communal. Ainsi, le président d'une intercommunalité à fiscalité propre peut recruter, à son initiative ou à la demande de plusieurs communes membres, un ou plusieurs agents en vue de les mettre à la disposition de l'ensemble des communes. Ce recrutement est autorisé par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et d'une majorité qualifiée des conseils municipaux. Dans ce cas de figure, l'EPCI est tenu d'assurer la gestion des ressources humaines (salaires, équipement, véhicules), mais le pouvoir de police administrative et judiciaire appartient toujours à chaque maire sur son territoire. Généralement cependant, les agents ainsi recrutés interviennent de façon spécialisée sur les compétences confiées à l'intercommunalité (déchets, environnement, voiries, gens du voyage…) et assurent en priorité l'exécution des décisions du président.



PHOTOS © DR – JDM/

Les autres solutions de mutualisation

Au-delà des deux modèles évoqués dans l'article, le législateur autorise également les communes limitrophes (ou appartenant à une même agglomération au sein d'un même département ou à un même EPCI) à s'associer pour créer une structure juridique spécifique, à savoir un syndicat intercommunal dont l'objet est le recrutement et la gestion partagée de policiers municipaux (dispositif non cumulable avec la police intercommunale). Par ailleurs, en cas d'événement exceptionnel ou de crise, les maires concernés peuvent faire une proposition conjointe au préfet qui valide l'utilisation partagée des agents et des moyens par arrêté préfectoral pour une durée strictement déterminée.



Laurent Ailloud,
maire de Saint-Cassien (Isère, 1154 habitants)
« Nous n'avons pas les moyens de financer un poste en interne et la solution de la police pluricommunale s'avère la plus modulable et la plus économique. »

Par ailleurs, la mise en commun directe entre communes dans le cadre d'une police pluricommunale est possible lorsque deux ou plusieurs communes limitrophes (ou appartenant à une même intercommunalité) décident de partager leurs moyens. Les communes signent alors une convention de mise à disposition précisant la répartition du temps de travail, les modalités d'intervention, l'armement et la clé de répartition financière. Chaque agent dépend administrativement de sa commune employeuse, mais bascule sous l'autorité directe du maire de la commune d'intervention lorsqu'il est présent sur le territoire de celui-ci.

Des atouts pourtant évidents

Ces solutions, fondées sur le partage des coûts, favorisent ainsi une plus grande adaptabilité à la mobilité de la délinquance et apportent des réponses aux habitants des campagnes inquiets de la multiplication des incivilités. Laurent Ailloud, maire de Saint-Cassien (Isère, 1154 habitants), s'avoue très satisfait d'avoir rejoint en 2025 la police pluricommunale proposée par la commune voisine de Rives (6 549 habitants) : *« Cette convention de mutualisation nous permet de bénéficier de la présence régulière de trois policiers expérimentés et très professionnels sur certaines zones clés comme le parking de l'école ou les axes routiers sur lesquels les usagers se croient tout permis. Et même si leurs interventions ne sont que ponctuelles, à hauteur de huit heures planifiées par mois, urgences comprises, elles suffisent pour l'instant à calmer les indélicats, que ce soit par la pédagogie ou la répression quand elle s'impose. »* Sans compter un appui rassurant aux élus dans leurs relations avec leurs administrés. *« En cas de tensions avec des habitants,* poursuit Laurent Ailloud, *la maîtrise de la loi et le self contrôle des policiers sont précieux et imposent davantage de sérénité dans les échanges en sécurisant grandement nos interventions d'élus. »*

L'obligatoire convention de coordination avec les représentants de l'État

Quelle que soit la forme de mutualisation choisie, une convention de coordination entre les maires concernés, le préfet et le procureur de la République est obligatoire. Celle-ci précise la répartition des missions sur le terrain entre la police municipale mutualisée et les forces de sécurité de l'État (police nationale ou gendarmerie), pour assurer une coordination optimale et des échanges pertinents d'informations.

Mais des réticences persistent

Pour ce maire, le rapport coût-avantages de cette mutualisation est très favorable : *« Nous n'avons pas les moyens de financer un poste en interne et, à 72 euros de l'heure, cette solution s'avère la plus modulable, la plus économique et la plus pertinente. Notre volonté n'est pas de faire le boulot de l'État à sa place, mais nous sommes aussi conscients des difficultés structurelles que rencontre la brigade de gendarmerie : elle manque de personnel et couvre une zone d'intervention très étendue. »* De fait, les réticences des maires à s'engager dans des mutualisations relèvent de deux catégories. Pour certains, elles s'expliquent par des positionnements politiques divergents sur le port d'armes par exemple ou par des complexités managériales et organisationnelles. Mais, pour la majorité des maires, est prioritairement en cause le désengagement de l'État d'une de ses missions régaliennes et donc le risque de transfert reportant la charge de la sécurité publique sur des communes déjà contraintes financièrement. Ainsi, pour l'Association des maires de France, si la mutualisation reste une véritable opportunité pour les communes rurales de bénéficier de policiers de proximité, le produit de leurs amendes devrait alors, dans un souci de justice budgétaire, être reversé aux collectivités concernées et non pas au budget de l'État. JDM

Guillaume Fabre

À LIRE sur www.journaldesmaires.com
« Loi Sécurité globale : la mutualisation des polices municipales »
fiche juridique code 112422

Police municipale
Choisir son nouveau régime

Le projet de loi d'extension des pouvoirs de la police municipale pourrait offrir aux maires le choix entre deux régimes distincts de police municipale.

Bien qu'adopté au Sénat le 10 février dernier, l'examen du projet de loi relatif aux pouvoirs de la police municipale en séance publique à l'Assemblée nationale a été repoussé à l'automne par le gouvernement pour cause d'encombrement de textes au parlement. En attendant, certains maires s'impatientent.

Une réponse à un cadre juridique vieillissant

« Avec le cadre juridique actuel, la police municipale est vite limitée dans ses actions du quotidien », regrette Frédéric Masquelier, maire de Saint-Raphaël (Var, 37 113 habitants) et coprésident de la commission sécurité de l'Association des maires de France (AMF). À ce titre, le projet de loi vise à accroître les compétences, la formation et la déontologie des policiers municipaux. Afin qu'ils disposent de nouveaux moyens d'action, il offre surtout la possibilité aux maires de décider s'ils souhaitent ou non bénéficier d'une police municipale *« à compétence judiciaire élargie »*, tout en restant placée sous le contrôle du procureur de la République. De nombreux élus se félicitent de cette possibilité de différentiation conforme au principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales. D'autres dénoncent un risque d'accroissement des inégalités territoriales et d'une sécurité à deux vitesses. Frédéric Masquelier se veut rassurant : *« Il y a la possibilité d'un retour en arrière pour les maires si le système mis en place dysfonctionne. »*

Inégalité territoriale et dépenses à géométrie variable

Selon Frédéric Masquelier, *« ce projet de loi répond à un véritable besoin »*. Et pour cause, 80 % des communes de plus de 3 500 habitants sont désormais dotées d'un service de police municipale et la tendance y est à la hausse des effectifs. Pour autant, *« la majorité des communes rurales reste aujourd'hui dépourvue de police municipale »*, souligne en contrepoint Daniel Barbe, maire de Blasimon (Gironde, 959 habitants) et vice-président de l'Association des maires ruraux de France. Il confesse d'ailleurs que sa commune ne dispose pas de police municipale du fait *« d'un budget communal restreint »*. L'élu rural regrette ainsi une France scindée entre *« les communes ayant les moyens de financer une véritable police municipale et celles ne pouvant pas se le permettre »*. Quant *« au montant des dépenses occasionnées, il varie grandement selon les villes »*. Les différences s'expliquent par divers facteurs – nombre d'habitants, poids du tourisme, superficie du territoire – parmi lesquels la richesse de la commune pèse souvent davantage que l'évolution locale de la délinquance.



Frédéric Masquelier,
maire de Saint-Raphaël (Var, 37 113 habitants)
et coprésident de la commission sécurité
de l'Association des maires de France
« Ce projet de loi répond à un véritable besoin. »

Amende forfaitaire délictuelle : une nouvelle ressource pour les communes ?

Parmi les nouvelles prérogatives prévues par le projet de loi se trouve celle de *« verbaliser par amende forfaitaire délictuelle des délits du quotidien qui se constatent directement et qui ne nécessitent pas d'enquête »*, précise le maire de Saint-Raphaël. C'est, par exemple, le cas de la vente à la sauvette ou encore de l'usage de stupéfiants. Si le projet de loi initial comprenait 9 délits verbalisables, ce chiffre a été porté à 15 lors des débats en commission, avant d'être une nouvelle fois revu à la hausse lors du débat en séance. Parmi les délits ajoutés, l'intrusion dans un établissement d'enseignement scolaire, l'occupation illicite de halls d'immeuble, le port

PHOTOS © DR – JDM/

Des pouvoirs judiciaires approfondis

Les policiers municipaux peuvent déjà procéder à des palpations de sécurité, des inspections visuelles ou des fouilles de bagages, en plus de l'usage de drones ou de l'utilisation de caméras-piétons. De nouveaux pouvoirs judiciaires pourraient également leur être reconnus. Le Sénat a ainsi adopté un amendement leur permettant de procéder à des con-trôles d'identité lorsque des soupçons pèsent sur une personne suspectée d'avoir tenté de commettre un délit ou de l'avoir commis. Toutefois, de nombreuses dispositions adoptées par le Sénat (fouille des véhicules, contrôle d'identité) ont été revues et modifiées par la commission des lois de l'Assemblée, se rapprochant ainsi du texte déposé par le gouvernement.

d'armes blanches ou encore certaines infractions environnementales. Innovation : les sommes perçues grâce à ces amendes pourraient ensuite être réaffectées aux communes. Même si ce point fait débat, rendant son adoption future par l'Assemblée nationale incertaine, le maire de Blasimon y est favorable car *« ce sont bel et bien les communes qui sont en première ligne »*.



Daniel Barbe,
maire de Blasimon (Gironde, 959 habitants)
et vice-président de l'Association des maires ruraux de France
« La majorité des communes rurales reste aujourd'hui dépourvue de police municipale. »

Une confusion des polices nationales et municipales ?

Pour Frédéric Masquelier, *« les collectivités territoriales soutiennent déjà beaucoup des dépenses liées à la sécurité »*. Il défend dès lors le principe selon lequel *« celui qui paye décide »*, tout en veillant à ce que cela n'aboutisse pas à *« un transfert de charges pour les communes »*. Car, si l'AMF salue la version du texte enrichie par le Sénat, elle se veut prudente, souhaitant éviter un désengagement de l'État du fait du glissement de ses prérogatives régaliennes vers les communes. *« La police municipale n'a pas vocation à devenir la sous-traitante de la police nationale ou à être cantonnée à des tâches administratives »*, estime Frédéric Masquelier. Le maire de Blasimon approuve : « *Il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas de confusion des responsabilités incarnées par les polices municipales et nationales, jusque-là bien distinctes.* » Reste que, dans son avis préalable, le Conseil d'État n'a pas manqué de souligner que *« l'extension des prérogatives judiciaires des agents de police municipale va nécessairement accroître les zones d'incertitude en termes d'articulation des compétences »*. Un argument balayé par le maire de Saint-Raphaël : l'empiètement de pouvoirs est peu probable car *« le procureur de la République veillera au grain »*. JDM

Clothilde Bonno



Des systèmes d'alarme subventionnés par des municipalités

Conscientes des limites de la police municipale, certaines municipalités, comme à Charleville-Mézières (Ardennes, 45 560 habitants), Bègles (Gironde, 31 831 habitants), Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine, 21 019 habitants), Joinville-le-Pont (Val-de-Marne, 20 525 habitants) ou encore Bois-Guillaume (Seine-Maritime, 14 539 habitants), ont décidé de subventionner les systèmes d'alarme installés par les propriétaires. Le montant des subventions varie entre 100 et 500 euros.

Élections municipales
Un scrutin sous influence artificielle

L'intelligence artificielle s'est pour la première fois invitée dans la campagne électorale des municipales de mars dernier. Faut-il le craindre ou s'en féliciter ?

Selon le Baromètre 2026 du numérique, 48 % des Français utiliseraient l'intelligence artificielle (IA). Dans la sphère personnelle, ils y ont recours pour organiser leurs vacances, rédiger un CV ou même obtenir un conseil en matière amoureuse. Cette explosion des usages ne pouvait ignorer le rapport au politique. Les dernières élections municipales témoignent du passage à l'acte.

Un processus de vulgarisation

11 % des Français ont utilisé l'IA générative pour s'informer sur la campagne municipale dans leur commune[1]. Objectif : une recherche de synthétisation des programmes des candidats. Pour le politologue Jean-Daniel Lévy, *« même si l'IA n'est pas devenue un canal dominant de l'information électorale, elle a franchi le seuil de la marginalité expérimentale »*[2]. Mais l'usage ne s'est pas limité à une recherche d'informations. Pour 16 % des électeurs, l'IA a également été un outil d'aide à la décision : pour conforter leur choix (7 %), pour faire un choix (4 %) ou même pour changer leur vote (5 %). Une pratique qui devrait tendre à se généraliser auprès de certaines franges de l'électorat, d'autant que le profil des utilisateurs dans le champ politique présente un vif intérêt pour les candidats. Il s'agit davantage d'urbains, mais aussi de jeunes et de catégories populaires, alors que ce sont davantage habituellement les catégories supérieures qui font une plus forte consommation de l'IA. Fait révélateur d'électeurs aux ressources modestes, les usagers de l'IA lors du scrutin municipal placent en tête de leurs préoccupations la question du logement, alors que les non-utilisateurs mentionnent en premier lieu la sécurité. Pour le chercheur Antoine Marie, les agents conversationnels permettent ainsi d'*« impliquer des populations habituellement éloignées du débat politique, comme les jeunes »*[3].

Le rôle des agents conversationnels

Du côté des candidats, l'IA a été mise à profit pour chercher de l'inspiration pour leurs programmes, reformuler leur profession de foi ou définir le visuel de leur affiche



ILLUSTRATION JDM/

Quel cadre juridique ?

Le fait d'avoir eu recours à l'intelligence artificielle pour rédiger une profession de foi est sans incidence sur la régularité du scrutin, a estimé le Conseil d'État (15 octobre 2025, n° 505407). De fait, aucune disposition du code électoral n'interdit l'usage de l'IA pendant les campagnes électorales. En revanche, l'IA Act européen rendra obligatoire, à compter du 2 décembre prochain, la mention prévenant du fait que les contenus générés sont réalisés par IA. Certes, l'article 226-8 du code pénal sanctionne déjà les contenus générés par traitement algorithmique et dépourvus de cette mention, lorsqu'ils représentent une personne sans son consentement. Mais, en matière électorale, le juge ne s'en saisit qu'en cas de manœuvre ayant eu un impact effectif sur le résultat du scrutin. Pour les candidats, le véritable piège est davantage l'origine des photos ou vidéos soumises à l'IA pour nourrir son travail de création visuelle. Car, si ces ressources proviennent d'une personne morale comme la commune, l'article L. 52-8 du code électoral en proscrit l'usage.

de campagne. Pour l'avenir, l'enjeu est surtout celui du référencement. Les candidats devront désormais chercher à être cités par l'IA. Cela suppose non seulement de rendre accessibles par mots-clés leurs contenus numériques, mais également de tenter de les faire relayer par d'autres émetteurs. Car l'IA, dans les réponses qu'elle propose aux requêtes (*prompt*) qui lui sont soumises, privilégie les sources lui apparaissant les plus crédibles. Jusqu'à présent un article de presse limitait son impact aux seuls lecteurs/électeurs suffisamment investis pour en prendre connaissance. Désormais, il aura également une fonction d'influence sur l'électeur beaucoup plus distant à l'égard de l'actualité politique, car la réponse perçue comme « objectivée » que l'IA formulera à sa question s'en sera inspirée.

Pour autant, l'influence effective de l'IA sur une inversion du vote initial envisagé par les électeurs demeure marginale. Tout en offrant l'éventail des positions, les agents conversationnels ont tendance, par un phénomène de flatterie, à chercher à confirmer les opinions que les modèles d'entraînement ont repérées à partir de l'historique des requêtes. Ce biais de confirmation, déjà observé aux États-Unis, pourrait alors davantage enfermer subtilement l'électeur dans une « bulle » conversationnelle partisane, proche de celle générée par les réseaux sociaux.

Des manipulations inquiétantes

L'outil peut également donner lieu à certaines dérives. Outre le fait que les « hallucinations », c'est-à-dire des erreurs factuelles ou des distorsions, demeurent fréquentes, le risque est surtout celui d'une instrumentalisation de l'IA pour diffuser des fausses informations, les fameux *deep fake* (hypertrucages) devenus particulièrement réalistes. À Paris, pour dénoncer l'insécurité régnant dans la capitale, une candidate a diffusé une vidéo générée par IA montrant l'agression d'une femme dans une ruelle. Or, non seulement aucune mention n'indiquait qu'il s'agissait d'un montage artificiel, mais la candidate précisait même *« il ne s'agit pas d'une fiction »*. À Toulouse et à Marseille, des campagnes construites par IA ont tenté de décrédibiliser certains candidats, soit en leur imputant des agressions sexuelles, soit en faisant état de soutiens qu'ils recevraient de la part d'islamistes. Une enquête a été ouverte qui conduit du côté d'une ingérence étrangère. En revanche, à Guéret (Creuse, 12 955 habitants), la plainte de la maire, Marie-Françoise Fournier, pour diffusion d'images générées par IA la mettant en scène dans un contexte d'enrichissement personnel ou la montrant partiellement dénudée, a été classée sans suite. Pour Antoine Marie, *« ces attaques anonymes exploitent le réalisme croissant de l'IA générative pour produire des images diffamatoires plus crédibles que les photomontages traditionnels »*. Le 22 juillet, en réponse au sénateur Claude Malhuret qui réclamait un cadre législatif pour lutter contre cette *« diffusion virale de mensonges juste avant le scrutin »*, le Premier ministre a déposé un projet de loi visant à étendre aux élections municipales le référé anti-manipulation. JDM

Jean-Luc Bally

1. Enquête Toluna Harris Interactive, 4 145 répondants, mars 2026.
2. Terra Nova, « IA et politique : vers un outil d'aide, voire d'influence sur la décision ? », mai 2026.
3. Note de recherche du CEVIPOF, « L'IA dans les élections municipales 2026 : des usages qui appellent un regard nuancé », avril 2026.

Déontologie
Une application d'autodiagnostic éthique

Et si chaque élu prenait cinq minutes avant un conseil municipal pour se prémunir d'un risque de conflit d'intérêts.

L'ordre du jour du prochain conseil en main, l'élu se saisit de son téléphone et répond à une série de questions simples visant à vérifier qu'il ne se trouve pas exposé à un risque éthique sur une des affaires soumises à délibération. En quelques minutes, il obtient un avis… et évite de commettre une infraction. C'est la promesse de Probe élus, une nouvelle application conçue par Louis Mathevet-Bidini, référent déontologue : *« Tous les élus ont le droit de consulter un déontologue depuis 2023. Mais beaucoup de communes n'en ont pas nommé, ce qui place les élus dans l'incertitude. Le problème n'est pas l'absence de règles mais leur accessibilité pour des non-spécialistes. L'appli a l'avantage de pouvoir identifier rapidement les points de vigilance. »*

Situations banales, risque avéré

L'intérêt d'un tel assistant numérique est évident. Avec près de 2 500 élus locaux mis en cause pénalement sur le mandat 2020-2026 (+ 17 % par rapport au précédent), la prévention des conflits d'intérêts est un enjeu majeur.

Confidentielle et gratuite

Probe élus fonctionne hors ligne et ne collecte aucune donnée personnelle. Les réponses restent sur l'appareil de l'élu et ne sont jamais transmises à un serveur. L'application est disponible gratuitement sur Google Play.

Et si plus de 60 % des mis en cause bénéficient finalement d'une décision favorable, l'effet réputationnel peut néanmoins être délétère. *« J'observe, dans ma pratique de déontologue, que la grande majorité des infractions ne relèvent pas de la malhonnêteté mais de la méconnaissance. La prise illégale d'intérêts, qui représente 40 % des poursuites, est précisément le délit qu'on peut commettre sans s'en rendre compte »*, témoigne le docteur en droit public. Des situations banales comme un maire qui vote une subvention à une association dont il est membre ou un conseiller qui participe à une délibération concernant un terrain voisin du sien…

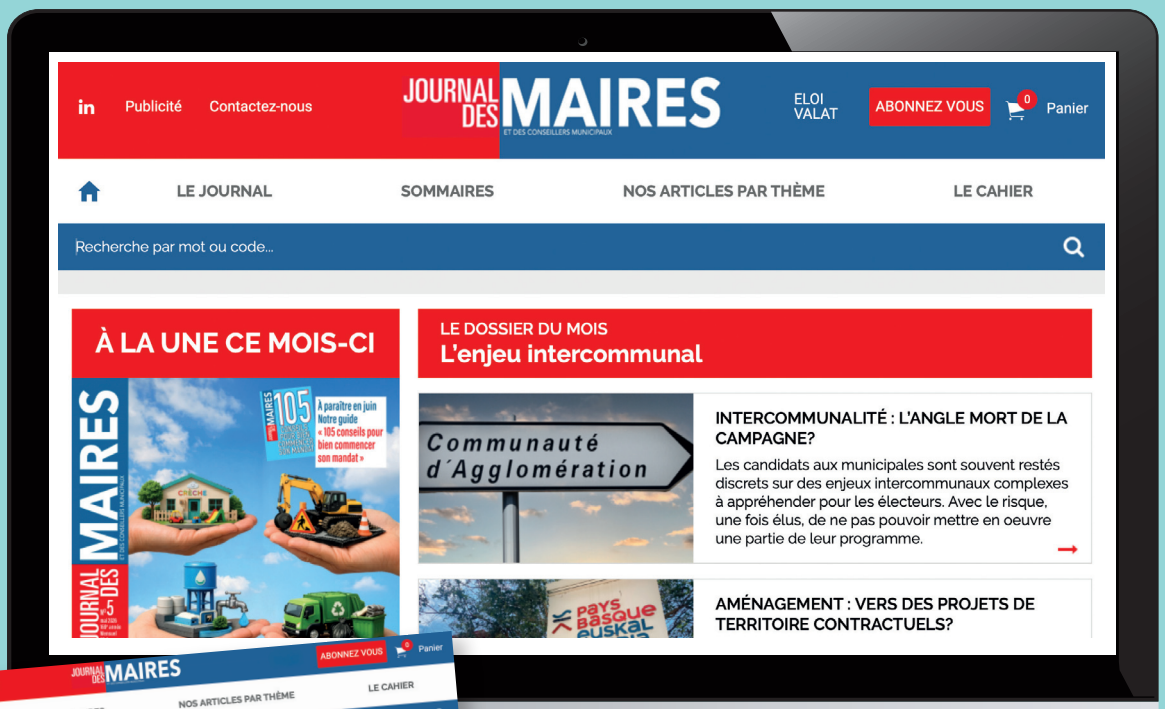
Acquérir un réflexe déontologique

D'où l'importance d'adopter une démarche préventive avant chaque conseil municipal, ce que permet Probe élus. Concrètement, l'élu sélectionne un point de l'ordre du jour et répond à une série de questions : « Avez-vous un lien avec une personne ou un organisme concerné par cette délibération ? », « Ce lien est-il de nature familiale, professionnelle, associative ? », « Avez-vous reçu des avantages de cette personne ou organisme ? », etc. Les questions s'adaptent aux réponses précédentes, comme un arbre de décision, pour aboutir à une évaluation du niveau de risque : situation neutre, vigilance et transparence recommandées, déport recommandé, déport indispensable avec saisine conseillée du déontologue. Chaque appréciation s'accompagne d'un mode opératoire indiquant à l'élu ce qu'il doit faire concrètement. *« L'application ne remplace pas le déontologue. C'est un outil de prédiagnostic qui permet d'identifier les situations à risque, dont celles qui méritent un avis approfondi »*, précise Louis Mathevet-Bidini. Pour y parvenir, l'algorithme a été nourri des cinq dernières années de jurisprudences administratives et pénales relatives aux infractions à la probité. Alors, autant prendre de bons réflexes dès le début du mandat. JDM

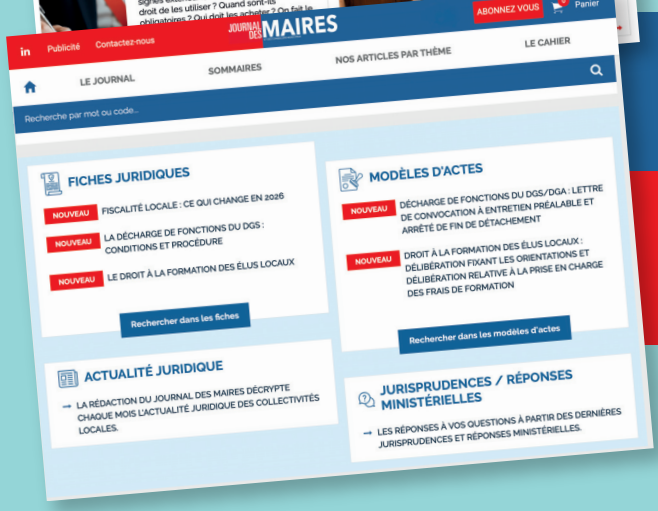
Jean-Christophe Poirot

À LIRE sur www.journaldesmaires.com
▸ **« Le référent déontologue des élus locaux »** fiche juridique code 128141

UN SITE INDISPENSABLE POUR VOUS AIDER DANS VOS RECHERCHES







Rendez-vous sur www.journaldesmaires.com

ABONNEMENT PAPIER ET/OU DIGITAL

VOTRE BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE

Un archivage par thème des articles du Journal des Maires

Initiative
La démocratie directe par les assemblées citoyennes

À Ménil-la-Horgne (Meuse, 180 habitants), ce n'est pas le maire qui prend les décisions mais une assemblée citoyenne. Une démocratie directe qui vise aussi à « faire communauté ».

Lors de son premier mandat de maire, Claude Kaiser avait essayé de faire participer les habitants à la gestion de la commune en utilisant les outils classiques de la démocratie participative. Cela n'avait pas fonctionné comme il le souhaitait et il avait pris un peu de recul en étudiant notamment la démocratie athénienne. En 2020, il s'était présenté autour d'un engagement : mettre en œuvre les décisions prises par une assemblée citoyenne.

Une recherche du consensus

Au départ, l'objectif était modeste : réunir une vingtaine de personnes sur les quelque 120 personnes de 16 ans et plus que compte la commune. Mais, dès la première réunion, surprise, 35 habitants se mobilisent. Et la mayonnaise prend au point que certaines rencontres ont compté jusqu'à 80 personnes. La quasi-totalité des habitants a déjà participé au moins une fois. Il y a entre 4 et 8 réunions par an. L'équipe municipale et les habitants peuvent soumettre des sujets à l'assemblée citoyenne qui choisit de s'en saisir ou pas. Les décisions se prennent à la majorité mais le consensus est recherché et, dès lors qu'un sujet divise, il peut être remis en discussion (le règlement intérieur intègre le droit pour la minorité de demander que l'on refasse le débat). Une fois le sujet adopté, il est ensuite voté en conseil municipal.



PHOTO © DR

Claude Kaiser,
maire de Ménil-la-Horgne (Meuse, 180 habitants)
« Nous échangeons avec d'autres communes pour améliorer le dispositif. »

Une posture d'animateur

Les questions abordées sont très diverses : création d'une gazette, embauche d'un employé communal, travaux sur la place du village, construction d'un city-stade, création d'une épicerie solidaire, implantation de panneaux solaires… La discussion permet de rapprocher les points de vue. Le maire, qui se voit plus comme un animateur et un fédérateur que comme quelqu'un chargé de prendre les décisions, estime sa position confortable. Quitte à renoncer à ses projets ou à changer d'avis. *« Au départ, je n'étais pas très favorable au city-stade,* indique Claude Kaiser. *Au final, je reconnais que c'était une bonne idée. A contrario, la création de l'épicerie collaborative que je portais n'a recueilli qu'une très courte majorité. J'ai proposé de la retirer et de la retravailler. »*

Une démarche qui fait des émules

Il reste néanmoins une quinzaine de réfractaires. Ceux qui ne veulent pas participer parce qu'ils n'en voient pas l'intérêt ou qui veulent une autorité qui décide. Il y a aussi ceux qui ont subi des décisions et qui se marginalisent. *« Ce n'est pas le but recherché »*, regrette Claude Kaiser. Mais la démarche fait aussi des émules dans une quinzaine d'autres communes de France. Un enjeu pour le maire qui ne veut surtout pas que l'on croie que ça marche parce que c'est lui. *« Nous échangeons avec les autres communes pour voir comment améliorer le dispositif. »* Il se montre d'ailleurs convaincu que la démarche peut fonctionner dans des communes plus importantes : *« En Suisse, il existe des cantons où le vote se fait à main levée lors d'assemblées cantonales. Il faut imaginer de nouvelles méthodes, par exemple créer des communautés de quartier qui enverraient des délégués aux assemblées citoyennes. »* Un autre moyen pour « faire communauté ». JDM

Marius Benedetti

Contact Pour obtenir le règlement intérieur et de bonne conduite : mairie.de.menil.la.horgne@gmail.com

Vous souhaitez toucher les décideurs locaux et les collectivités ?

Réservez un espace publicitaire !

Contactez la régie publicitaire Mistral Media !



Découvrez nos offres publicitaires dans notre kit média

Couverture, pleine page, ½ page, publi-rédactionnel, ...

mistralmedia

mistralmedia, 5 rue de Cronstadt, 75015 Paris - 01 40 02 99 00

Luc LEHERICY
Directeur général
06 13 17 40 24
luc.leherICY@mistralmedia.fr

Tiffany REY
Cheffe de publicité
01 40 02 92 42
tiffany.rey@mistralmedia.fr

Chute des effectifs scolaires
Se résoudre à vendre les écoles vides

Sous l'effet d'une double contrainte, un budget resserré et une démographie scolaire en chute, des communes ferment leurs écoles et décident de les vendre. Tandis qu'un peu de la mémoire des habitants s'en va, de nouveaux projets voient le jour.

À quelques jours de la rentrée scolaire, d'aucuns auront peut-être envie d'arpenter les bancs de l'école de leur enfance avec nostalgie. S'ils en ont encore la chance. Car il est loin le temps où chaque commune, chaque quartier, avait sa propre école, aussi petite soit-elle. Avec le recul des effectifs scolaires, de nombreuses écoles ont fermé (près de 18 000 en 40 ans) et le mouvement devrait s'accentuer ces prochaines années. En effet, la France vieillit et le reflux démographique va se traduire par une baisse de 560 800 élèves dans le premier degré à la rentrée scolaire 2029 et de près de 1,7 million d'élèves d'ici 2035. Toutes les académies sont touchées et dans quatorze départements, tant urbains que ruraux, la baisse sera d'au moins 20 %, selon le ministère de l'Éducation nationale. Dès lors, que faire de l'école vidée de ses élèves ?

Une charge trop lourde

Quand la sentence tombe, le réflexe est de tenter de faire revivre l'établissement en lui trouvant un nouvel emploi économique, associatif, de loisirs… Mais encore faut-il le pouvoir car cette réaffectation d'usage nécessite souvent de mettre le bâti à niveau. Aussi, avec des budgets de plus en plus contraints, des élus doivent se résoudre à vendre l'ancienne école. C'est le cas à Chaux (Territoire de Belfort, 1184 habitants) : *« Il y a quinze ans, nous avons créé, avec deux autres communes, un regroupement pédagogique intercommunal qui a conduit à la fermeture de l'école,* explique le maire, Jean-Luc Devilloni. *Après avoir accueilli un bureau de poste, puis un logement social, le bâti des années 1950 devait être mis en conformité. Mais le coût des travaux, supérieur à la valeur du bâtiment, nous en a dissuadés. Nous avons donc décidé de le vendre. »* À Vivans (Loire, 242 habitants) également, la commune a dû céder l'école inoccupée depuis sa fermeture en 2008, faute de pouvoir financer sa transformation en logements. *« Vendre est une réponse quand l'entretien du bâtiment pèse trop fortement sur le budget. Cela évite que le bâti non occupé se détériore »*, justifie son maire, Guy Lafay.



Gilbert Le Briand,
maire de Pleubian (Côtes-d'Armor, 2 365 habitants)
« C'est un peu de la mémoire de la commune qui s'en va, mais il faut avancer. »

Un patrimoine à valoriser

Commercialiser l'école peut aussi viser à générer des recettes pour financer d'autres investissements. Ainsi, à Dole (Jura, 23 840 habitants), la vente de deux écoles est venue abonder la rénovation et l'agrandissement d'autres établissements où les élèves ont été regroupés. Moins d'écoles donc, mais des écoles plus confortables. Autre exemple à Paimbœuf (Loire-Atlantique, 3 045 habitants) où le produit de la cession de l'école, désaffectée depuis quinze ans, à un promoteur qui y réalisera des logements, financera l'entretien du patrimoine. *« Nous n'avions plus l'utilité du bâtiment qui avait besoin de gros travaux de rénovation. Paimbœuf est une ville ancienne avec un riche patrimoine à entretenir, il nous faut faire des choix,* explique le maire, Raymond Charbonnier. *La vente de l'école va participer à la réhabilitation de l'ancien hôpital dans lequel nous voulons créer un lieu mul-*

PHOTOS © DR – ADOBESTOCK



Guy Lafay,
maire de Vivans (Loire, 242 habitants)
« La vente à des primo-accédants nous ramène des habitants. »



Raymond Charbonnier,
maire de Paimbœuf (Loire-Atlantique, 3 045 habitants)
« Nous conserverons le séquençage des ouvertures en façade de l'école. »

tiactivités regroupant les associations. » Même logique dans la commune côtière de Pleubian (Côtes-d'Armor, 2 365 habitants) où l'une des deux écoles, fermée depuis une dizaine d'années, est mise en vente pour la réalisation de logements de tourisme. *« Nous avons un projet de création d'un centre de bien-être marin qui nécessite que nous ayons une offre d'hôtellerie »*, détaille le maire, Gilbert Le Briand.

Trouver preneur

En pratique, pour réaliser la vente, les communes font appel à des agences immobilières, publient des appels à manifestation d'intérêt (AMI) ou encore diffusent une annonce sur internet (notamment sur Agorastore, spécialiste de la vente aux enchères des biens publics). Question prix, si les surfaces à vendre sont recherchées en milieu urbain, les prétentions sont plus souvent revues à la baisse dans les campagnes. À Paimbœuf, par exemple, le bien sera vendu 40 % de moins que l'estimation des Domaines. Un mal pour un bien, estime le maire de Vivans : *« Le bâtiment ne s'est pas vendu très cher. Mais c'est justement ce qui permet à des primo-accédants d'acquérir un bien qu'ils peuvent ensuite rénover. Ça nous ramène des habitants. »*

Un projet conçu avec soin

Si les raisons sont bien établies, décider de vendre n'est pas facile, l'école restant un lieu emblématique de l'histoire locale. *« C'est un peu de la mémoire de la commune qui s'en va. Ceux qui y ont appris à lire et à écrire sont émus, mais ils comprennent bien que les élèves ne reviendront pas. Une commune doit avancer »*, témoigne Gilbert Le Briand. Conscients de l'attachement des habitants à ce patrimoine, les maires sont soucieux de retenir des projets de rénovation qui conservent la mémoire du bâtiment. À Chaux, l'acquéreur de l'école (il va y réaliser des logements) a l'obligation de conserver la façade dans son état d'origine. *« Nous allons y apposer un panneau d'informations retraçant l'histoire du bâtiment. Pour ne pas oublier »*, précise le maire. Une démarche partagée par Pleubian et Paimbœuf où l'appel à projets a dû être relancé, les premières esquisses ne ménageant pas suffisamment le cachet architectural du bâtiment : *« L'école se situe au sein d'un périmètre sauvegardé, juste à côté d'une église qui est inscrite à l'inventaire. On a obtenu de garder le séquençage des ouvertures en façade »*, détaille Raymond Charbonnier.

Mais surtout, ce qui emporte l'adhésion tient au projet qui prend place dans l'ancienne école. Qu'il s'agisse de créer des logements, une résidence de tourisme ou d'accueillir un nouveau service, la vente de l'école participe à dynamiser la vie locale. *« La famille qui s'est installée a créé une activité de garde d'enfants à domicile qui n'existait pas dans le village et, avec le produit de la vente de l'école, la commune, qui n'avait plus de commerce alimentaire, a acquis un local pour commercialiser, via des distributeurs automatiques, les produits d'une dizaine de producteurs locaux. On a fait coup double »*, se félicite Guy Lafay, le maire de Vivans. Des exemples qui tordent le cou à l'idée selon laquelle la fermeture d'une école signe la mort d'une commune. JDM

Jean-Christophe Poirot

Chiffres clés

- 42 443 écoles en 2025 (- 17 676 en 40 ans).
- 40 % des communes sans école (14 063).
- 500 491 élèves en moins dans le premier degré depuis 1996 (- 8,6 %) et 560 800 à la rentrée 2029.

(Source : ministère de l'Éducation nationale)



Journées du patrimoine
Une plongée dans les archives photographiques communales

Les Journées du patrimoine sont l'occasion de mettre en avant les témoignages photographiques sur leur territoire et leurs habitants que les communes enrichissent et conservent patiemment.



Noël Tordeux,
maire de Vregny (Aisne, 89 habitants)
« Cette exposition participe de notre volonté de ne pas voir notre village disparaître. »

À Vregny (Aisne, 89 habitants), le maire, Noël Tordeux, récolte depuis de nombreuses années des témoignages sur la vie du village : *« Je me suis tourné vers les habitants et j'achète aussi des cartes postales ou des photos sur les sites spécialisés. Je suis très attaché à l'histoire du patrimoine, notre commune ayant été rasée à 95 % durant la Première Guerre et occupée par les Allemands lors de la Seconde Guerre mondiale puis par les Américains. »* L'exposition qui se tiendra le 20 septembre dans la salle des fêtes du village fait partie du catalogue des rencontres nationales du patrimoine. Pour sa 43e édition, l'événement mettra en avant, les 19 et 20 septembre, les 200 ans de l'invention de la photographie par Nicéphore Niépce, ingénieur français né à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire, 45 102 habitants).

Photographie : un témoignage de premier ordre

Les Journées européennes du patrimoine annoncent pas moins de 1 860 manifestations en lien avec cette thématique photographique. Portées par les musées, médiathèques, mairies, associations ou archives départementales, les initiatives sont très diverses : expositions, visites des ateliers de restauration, ateliers pour les scolaires, conférences. Le sujet est vaste car cette pratique est à la fois amateure, professionnelle, plasticienne et scientifique, avec différents supports : cartes postales, photos de famille, livres illustrés, presse magazine ou encore photos issues de téléphones et d'ordinateurs. À Vregny, l'exposition remontera jusqu'aux années 1980 avec les photos d'élèves avant la fermeture de l'école quelques années plus tard. *« Au même titre que ma candidature aux élections, cette exposition participe de notre volonté de ne pas voir notre village disparaître. C'est la mémoire de notre patrimoine »*, précise Noël Tordeux.

Levez les yeux !

Avec l'opération « Levez les yeux ! », initiée en 2019 par le ministère de la Culture et le ministère de l'Éducation nationale, l'occasion est offerte d'utiliser les témoignages photographiques afin de sensibiliser le jeune public à l'architecture, au patrimoine et à l'urbanisme. Une belle façon de voir sa commune de manière différente. À Saint-Lô (Manche, 19 471 habitants), le rallye photo de la Reconstruction, organisé par le musée d'art et d'histoire de la ville, offre, grâce à un livret illustré, l'opportunité d'identifier des éléments et des détails architecturaux durant une visite commentée sur la Seconde Guerre mondiale

Photographies des agents : la cession des droits patrimoniaux

Depuis la loi sur les droits d'auteur et droits voisins dans la société de l'information de 2006, le droit à la paternité (signature) sur leurs œuvres est pleinement reconnu aux agents. En revanche, les droits patrimoniaux (exploitation) des photos créées dans l'exercice de leurs fonctions ou d'après les instructions reçues sont cédés de plein droit à la collectivité. Ils conservent leurs droits sur leurs œuvres uniquement lorsque leur création n'est pas liée au service ou s'en détache.

PHOTOS © DR - CONSEIL RÉGIONAL DE BASSE-NORMANDIE/NATIONAL ARCHIVES USA



Nicolas Bonabe de Rougé,
adjoint au maire de Saint-Lô (Manche, 19 471 habitants)
en charge de la culture et du patrimoine
« À travers leurs photographies, c'est aux enfants de transmettre ensuite l'histoire de notre ville. »

et la période de la reconstruction. *« Cette journée hors les murs qui aura lieu le 18 septembre va concerner tous les élèves de la maternelle à la terminale »*, précise Nicolas Bonabe de Rougé, adjoint au maire en charge de la culture et du patrimoine. Car, comme Vregny, Saint-Lô a également été détruite à 95 % ; mais c'était par les alliés pendant la Seconde Guerre mondiale et la reconstruction s'est étalée durant vingt ans. *« Avec ce rallye photo, nous entrons dans les deux thématiques des journées européennes : la photo et le patrimoine en péril »*, ajoute l'élu. Pour la municipalité, le message transmis à travers ce regard photographique est clair : au-delà de la démolition, la reconstruction constitue le retour à la vie. *« À la lecture des différentes sortes de béton, des verrières ou encore de la ferronnerie, les jeunes prendront des photos et nous échangerons autour de celles-ci. Parce qu'il est important que les enfants soient sensibilisés au fait que les habitants ont pu se reconstruire sur les cendres de la ville. Et c'est à eux de transmettre ensuite notre histoire »*, explique Nicolas Bonabe de Rougé.



Saint-Lô, bombardement de 1944.

Jusqu'à Ibiza

Au centre d'art de la photographie, lieu de création contemporaine de Bergerac (Dordogne, 27 110 habitants), la photographie est sortie du cadre : direction une île des Baléares, Ibiza. *« Tout le monde se fait une idée de ce lieu, symbole du paradis terrestre. Cette exposition labellisée pour le bicentenaire de la photographie met en perspective ce mythe et la façon dont il a été construit par la photographie »*, explique le commissaire de l'exposition et directeur du lieu, Benoît Lamy de La Chapelle. L'exposition « Un mirage nommé Ibiza » s'accompagne d'une programmation culturelle : ateliers enfants, projections de films, rencontres d'artistes… Mais la photographie demeure un patrimoine fragile. D'ailleurs, un an après son ouverture, le centre de la photographie de Bergerac, aménagé dans une ancienne école réhabilitée, fait l'objet d'une réflexion de la part de la nouvelle municipalité qui a annoncé la suspension des expositions pour 2027. JDM

Clémence Villedieu

Fonds remarquables : le soutien du département

« La ville de Volvic s'est tournée vers nous pour la numérisation du fonds remarquable du photojournaliste clermontois, Léon Gendre. Sont retracées des décennies particulièrement riches en événements : les années 30 et le Front populaire, la guerre et l'occupation, la Libération et la reconstruction… », lance Pierre-Frédéric Brau, le directeur des archives départementales du Puy-de-Dôme. Si les communes sont propriétaires de leurs archives et responsables de leur conservation et de leur mise en valeur, les archives départementales ont pour mission de vérifier que les conditions d'une bonne gestion sont réunies. *« Plutôt qu'un contrôle, nous favorisons l'accompagnement des communes, avec notamment des formations. À leur demande, on peut leur donner des conseils spécifiques pour la préservation des photographies et apporter notre soutien pour leur numérisation »*, explique Pierre-Frédéric Brau. Et la base numérisée des documents iconographiques du département contient déjà plus de 30 000 cartes postales, 22 fonds de photographes et 4 000 clichés provenant d'albums photographiques prêtés par des particuliers. Un trésor !

Contraventions
La bataille des radars

Seule autorité responsable de l'implantation des radars, l'État est sur le point de partager cette compétence avec les maires. Mais pas leurs recettes.



Pierre-Henri Dumont,
maire de Marck (Pas-de-Calais, 10 467 habitants)
« Notre projet de radar ne vise pas à gagner de l'argent mais à préserver la sécurité des habitants. »

Une camionnette est garée le long de l'avenue du Général-de-Gaulle. Les conducteurs s'arrêtent rarement sur cette grande ligne droite qui traverse le hameau de Fort vert, à Marck (Pas-de-Calais, 10 467 habitants), à quelques dunes des plages où se rejoignent la Manche et la mer du Nord. Ils ont plutôt tendance à accélérer. En réponse à des riverains qui se sont plaints de la vitesse, la mairie a envoyé un de ses agents installer un radar pédagogique. Le dispositif a été fixé à un poteau électrique pendant quelques semaines avant d'être déplacé sur d'autres artères de la commune.

D'après les données relevées au Fort vert, la plupart des automobilistes ne dépassent pas les 60 km/h autorisés. Pour autant, certains frôlent les 100 km/h, notamment la nuit. Le maire ne sait plus quoi faire pour les freiner. Il ne peut ni raboter la largeur de cette avenue classée axe de convoi exceptionnel, ni placer des ralentisseurs. Les chicanes, dos d'ânes, rétrécissements ou panneaux 30 sont ici proscrits. En d'autres termes, il n'y a guère qu'un radar fixe qui semble en mesure de changer quelque chose. Or, c'est l'État qui en a la charge, après avoir établi un bilan accidentologique en concertation avec les collectivités locales, les directions départementales des territoires, la police et la gendarmerie. Mais cela va bientôt changer.

Une nouvelle compétence pour le maire

À partir du 1er janvier 2027, le maire pourra mettre en place un contrôle automatique de vitesse sur les voies relevant de sa compétence. En vertu de l'article L. 130-9 du code de la route, modifié par la loi 3DS du 21 février 2022, il devra réaliser une étude d'accidentalité prenant



Que devient l'argent des radars automatiques ?

Selon le rapport d'activité de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), la France comptait 4 029 radars en 2025. La moitié de leurs recettes est affectée à la délégation à la sécurité routière, 20 % à l'Agence de financement des infrastructures de transports, 14 % participent au désendettement national et 10 % vont aux collectivités territoriales via le comité des finances locales. Restent ensuite 4 % pour le Fonds de modernisation pour l'investissement en santé et 2 % pour l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions.

PHOTOS © DR - ADOBESTOCK

en compte les appareils déjà présents dans le secteur, demander un avis de la Commission départementale de la sécurité routière et, surtout, recevoir l'aval du préfet. Si, jusqu'à présent, le représentant de l'État a refusé de changer le statut de l'avenue du Général-de-Gaulle, le maire de Marck envisage de se saisir de cette opportunité afin de déployer un radar tronçon. Les habitants du hameau seront bientôt invités à se prononcer sur le sujet lors d'un référendum local. Pierre-Henri Dumont se rangera à leur avis, même si l'opération risque de coûter cher. Selon le magazine *Auto plus*, un radar fixe vaut entre 90 000 et 165 000 euros, contre 70 000 euros pour un dispositif mobile. Le tarif peut doubler pour un radar tronçon.

Investissement municipal et recette étatique

Alors que l'installation et l'entretien du matériel sont à la charge des communes, les recettes continueront d'abonder le budget de l'État. Selon ses estimations, 10 % des 693 millions d'euros collectés en 2026 devraient certes être redistribués aux collectivités. Cela n'en demeure pas moins *« un jeu de dupes »*, s'agace Pierre-Henri Dumont. Dès le débat sur la loi 3DS, l'Association des maires de France (AMF) avait émis un avis défavorable. *« C'est une charge supplémentaire pour les collectivités sans compensation financière, c'est profondément injuste »*, maugrée aussi Frédéric Cuillerier, maire de Saint-Ay (Loiret, 3 766 habitants) et coprésident de la commission mobilités à l'AMF.

« Ça va être un vrai frein », enfonce Laurent Darthou. N'ayant pas prévu d'installer un appareil *« dans ces conditions »*, le maire de Malemort (Corrèze, 8 239 habitants) a trouvé un moyen innovant d'inciter les automobilistes à lever le pied : de faux radars *(voir encadré ci-dessous)*. À Marck, Pierre-Henri Dumont est prêt à franchir le pas en dépit du manque à gagner. *« Nous faisons plein d'aménagements qui ne sont pas rentables pour préserver la sécurité des habitants »*, justifie-t-il. Au reste, la logique privilégiée par l'État n'est pas purement pécuniaire. Si les communes se réservaient l'intégralité des recettes, ses représentants les plus cyniques seraient tentés de contrôler la vitesse un peu partout pour faire gonfler leurs revenus.



Laurent Darthou,
maire de Malemort (Corrèze, 8 239 habitants)
« Les radars pédagogiques n'ont un impact que pendant quelques semaines. »

La crainte d'une nouvelle « vache à lait » ?

C'est d'ailleurs la crainte exprimée par l'association 40 millions d'automobilistes. *« Les finances locales étant souvent sous pression, certains territoires pourraient être incités à multiplier les radars non pas dans les zones les plus accidentogènes, mais là où ils sont les plus rentables,* écrit-elle. *D'autant que ce sont ces mêmes collectivités qui décident de la limitation de vitesse en vigueur ! » « Nous ne sommes pas là pour gagner de l'argent,* conteste Pierre-Henri Dumont. *Mais la difficulté, c'est que l'État se défausse de plus en plus sur les communes. »* Aussi, l'AMF réclame-t-elle *« un juste équilibre et une répartition des recettes »*, selon Frédéric Cuillerier. Malheureusement, le dialogue a pour l'instant ses limites, que ce soit avec les automobilistes comme avec le gouvernement. JDM

Servan Le Janne

Faux radars, vrais effets ?

Des contrôles de vitesse fréquents sont, paraît-il, réalisés sur la RD44 à l'entrée de Malemort (Corrèze, 8 239 habitants). C'est ce qu'annonce un panneau planté au bord de la route. Quelques mètres plus loin, la silhouette d'un radar se découpe effectivement à l'horizon. Sauf que ce n'est qu'une coquille vide : à la demande du maire, les services techniques ont fabriqué deux grosses boîtes ressemblant à des originaux et les ont installés dans des zones accidentogènes pour faire ralentir les automobilistes. Un leurre. Tandis que les radars pédagogiques *« ne marchent que quelques semaines »*, Laurent Darthou s'est ainsi offert un peu de tranquillité, moyennant moins de 1 000 euros. Le bruit n'a évidemment pas tardé à se répandre. *« Ils ont moins d'impact qu'au début mais tout le monde n'est pas au courant et, dans le doute, beaucoup ralentissent,* note-t-il. *C'est efficace et ça ne pénalise personne. »* À en croire le préfet Vincent Berton, le maire est légitime à prendre de telles « mesures de police », contrairement aux particuliers qui seraient tentés de l'imiter.

Finances locales
Comment chasser les subventions ?

Enveloppes en baisse et dossiers plus sélectifs : en début de mandat, une subvention se gagne bien avant le dépôt du dossier.

Consultés fin 2025 par le Sénat sur les « 100 premiers jours du mandat », les élus locaux ont placé la recherche de subventions en tête de leurs priorités budgétaires. L'État y consacre 2 milliards d'euros de dotations d'investissement. Mais la dotation de soutien à l'investissement local est tombée de 570 à 220 millions entre 2024 et 2026, et le Fonds vert de 2,4 milliards à 837 millions. Pour Gilles Pérole, adjoint au maire de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes, 11 015 habitants), le mouvement est plus profond : *« On cherche aujourd'hui à financer par des dossiers spécifiques ce que l'État finançait auparavant par la dotation globale de fonctionnement. »*

S'organiser sans créer un poste dédié

À Mouans-Sartoux, personne n'est spécialisé et l'organisation s'en trouve éclatée. *« Chaque secteur cherche la subvention dans son domaine, élus comme techniciens »*, explique l'adjoint, les subventions étant thématiques et la coordination revenant au directeur général des services. L'élu relativise pourtant la difficulté : *« C'est une compétence qui s'acquiert assez facilement. Le plus dur, ce n'est pas de monter le dossier, c'est d'identifier les programmes. »* En réalité, le coût est ailleurs : une fois l'aide obtenue, convention, reporting et suivi rendent l'exercice *« extrêmement chronophage »*.

Descendez d'un cran dans la strate communale et la fonction repose tout entière sur le maire. *« C'est nous qui disions à la secrétaire : "cette subvention existe" »*, explique Jean-Paul Carteret, premier vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et ancien maire de Lavoncourt (Haute-Saône, 331 habitants), où le secrétariat de mairie ne compte que douze heures hebdomadaires. Délicat dans ces conditions de courir après les guichets : faute de personnel, les petites communes, y ont *« difficilement accès »*, confirme Gilles Pérole.

Un référent mutualisé

Faut-il pour autant recruter ? La réponse ne tient pas à la démographie. *« Je ne fixerais pas un seuil au nombre d'habitants. Une commune de 2 000 habitants qui rénove une école ou un réseau d'eau peut avoir davantage besoin d'ingénierie qu'une commune de 10 000 habitants*



Gilles Pérole,
adjoint au maire de Mouans-Sartoux
(Alpes-Maritimes, 11 015 habitants)
« Le plus dur, ce n'est pas de monter le dossier, c'est d'identifier les programmes. »

Quatre réflexes à installer d'emblée

- Recenser les dispositifs sur le portail Aides-territoires (aides-territoires.beta.gouv.fr), puis ouvrir le répertoire des aides du conseil départemental, classé par catégories.
- Décomposer chaque projet en thématiques – immobilier, matériel, emploi, formation – pour solliciter plusieurs guichets, du local à l'européen.
- Appeler une association d'élus. *« Nous sommes des maires au service des maires. Un maire m'appelle, je réponds »*, insiste Jean-Paul Carteret (AMRF).
- Entretenir la relation avec le financeur, l'informer de l'avancement, le nommer dans ses supports de communication. Et anticiper la trésorerie : six mois à un an entre dépôt et convention.

PHOTOS © DR - ADOBESTOCK



Thibault Nivière,
gérant de Nivière Subventions et Consulting
« Une commune de 2 000 habitants qui rénove une école ou un réseau d'eau peut avoir davantage besoin d'ingénierie qu'une plus grande commune. »

qui investit peu. Le vrai critère, c'est le volume prévisionnel d'investissement et la complexité des projets », répond le consultant Thibault Nivière. Dès lors que plusieurs opérations courent en parallèle, il conseille d'identifier un référent formé, pas forcément à temps plein, un consultant extérieur coûtant *« beaucoup moins cher »* qu'un recrutement. Pour les plus petites communes, il plaide pour la mutualisation intercommunale avec un *« guichet unique »*, privé ou public. Un appui gratuit existe par ailleurs : *« Aujourd'hui, avec les Villages d'avenir, des chefs de projet sont présents dans chaque département »*, rappelle Jean-Paul Carteret.



Convaincre avant de déposer

Une fois l'organisation posée, l'essentiel se joue en amont du dossier. *« Il ne s'agit pas de chercher des sous, il s'agit de convaincre »*, résume Jean-Paul Carteret, qui en tire une méthode : *« Un projet doit partir d'une réflexion globale sur le village qui doit mêler sécurité, urbanisme, cadre de vie et animation. »* Thibault Nivière fixe exactement le même ordre : *« D'abord le besoin des habitants, ensuite le projet, et seulement après le dispositif de financement. »* Reste à se faire entendre du financeur. Le consultant conseille de lui adresser, avant tout dossier, une fiche projet de deux à trois pages employant la terminologie attendue : *« C'est le CV du projet qui sert à décrocher l'entretien. »* Ainsi présentée, la démarche porterait les chances de succès *« à 70 % »*. Encore faut-il que le projet corresponde en tous points au cahier des charges : *« Si on n'est éligible qu'à 90 %, je déconseille de candidater. »* Ces cahiers des charges, justement, se lisent avec méthode. *« Il faut lire entre les lignes, deviner ce qu'attendent ceux qui évalueront les demandes »*, conseille Gilles Pérole. L'adjoint refuse pour autant d'y voir un renoncement : *« C'est comme un carrefour : on change d'itinéraire, on ne change pas de destination. »*



Jean-Paul Carteret,
premier vice-président de l'Association des maires ruraux de France
« Il ne s'agit pas de chercher des sous, il s'agit de convaincre. »

Valoriser la participation minimale

Le taux, enfin, se construit prudemment. *« Le plafond de 80 % n'est pas une promesse de financement »*, avertit Thibault Nivière qui recommande de bâtir des scénarios *« autour de 30 à 50 % de subventions »* avant d'espérer augmenter par cumul. Le cadre légal, lui, est fixé : le maître d'ouvrage doit assurer 20 % du financement public et le cumul dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et dotation politique de la ville (DPV) ne peut excéder 80 % de la dépense subventionnable. Une dérogation de participation minimale à 5 % pour les communes rurales a bien été votée en première lecture par le Parlement mais attend encore son adoption définitive. Sur ce reste à charge, Mouans-Sartoux dispose d'une marge qu'elle exploite sans sortir d'argent : *« On valorise du temps de travail d'agents, la mise à disposition de locaux et du matériel »*, détaille Gilles Pérole, à condition toutefois de *« le prévoir dès le budget prévisionnel de dépôt »*. JDM

Marie Genty

Canicule : le Fonds vert refléché vers les petites communes

Bousculée au Sénat en juin, la ministre de la Transition écologique a annoncé que 50 % des crédits restants du Fonds vert seraient fléchés d'ici la fin de l'année vers *« des collectivités locales de petite taille »* pour des travaux d'adaptation et de rénovation énergétique. Elle a concédé que les communes sont *« très démunies »*, sans convaincre des élus qui dénoncent un fonds qui a été divisé par trois.

Mobilité
Les transports collectifs au défi de la crise du pétrole

Avec des flottes de véhicules encore essentiellement thermiques, les transports en commun n'ont pas échappé à la hausse du prix des carburants. Mais ce contexte peut-il aussi être une opportunité pour séduire de nouveaux usagers et accélérer la décarbonation ?



Sylvain Laval,
maire de Saint-Martin-le-Vinoux (Isère, 6 078 habitants), président du Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise et coprésident de la commission transports de l'Association des maires de France
« Le prix des carburants nous aide à faire la promotion des modes alternatifs. »

Dès le 28 février, il aura suffi de quelques jours pour que la guerre au Moyen-Orient déstabilise des cours du pétrole qui ont grimpé en flèche. Un défi pour tous les automobilistes, mais aussi pour les collectivités gestionnaires de transports en commun.

Des factures de carburant à la hausse

« Nous voyons les factures de carburant augmenter. À l'échelle de notre réseau, avec un bassin de 650 000 habitants desservis, l'impact de la hausse des carburants est estimé de 1 à 2 millions d'euros sur l'année, constate Sylvain Laval, maire de Saint-Martin-le-Vinoux (Isère, 6 078 habitants) et président du Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise. *Cette somme n'était pas prévue dans le budget initial ; il va falloir la trouver mais il faut voir si l'impact va se prolonger cet automne. Là, ce serait beaucoup plus dur avec potentiellement des conséquences sur le service. »*

Certaines Autorités organisatrices de mobilité (AOM) seraient-elles tentées d'augmenter leurs tarifs pour faire face à la flambée du prix des carburants ? *« Je n'en ai pas eu vent,* indique Sylvain Laval, par ailleurs coprésident de la commission transports de l'Association des maires de France. *Vous savez, ce n'est pas très populaire. Politiquement, ce n'est pas simple. En général, quand vous augmentez, il faut une amélioration du service en face. »*

En profiter pour attirer de nouveaux usagers

D'autres acteurs voient plutôt la hausse des carburants comme une opportunité pour attirer de nouveaux usagers vers les transports collectifs. Depuis début mai, Laval agglomération (Mayenne, 34 communes, 114 872 habitants) expérimente une forte réduction sur les tickets occasionnels de son réseau de transports : 0,50 € au lieu de 1,30 € pour le ticket unitaire et 1,50 € au lieu de 3,25 € pour le ticket journée, par exemple. Un choix forcément coûteux, synonyme de baisse des recettes. *« La tarification usagers est minoritaire dans le financement des transports, autour de 10 %. Le coût de la baisse des tarifs*

Les tarifs de transports en commun indexés sur l'inflation ?

Un projet de loi-cadre relatif au développement des transports, adopté par les sénateurs au printemps, est en examen à l'Assemblée nationale. L'article 12 fait débat puisqu'il indexe les tarifs des transports en commun *« à l'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation »*, c'est-à-dire le niveau de l'inflation. Une mesure pas vraiment incitative pour les usagers et qui donne aux Autorités organisatrices de mobilité le sentiment que l'État marche sur leurs platebandes de politique tarifaire. Cependant, chaque instance locale aurait la possibilité de décider de ne pas appliquer cette disposition.

PHOTOS © DR – VILLE DE LAVAL/LAVAL AGGLOMÉRATION

Quelle contribution des usagers au financement des transports collectifs ?

Lors d'une intervention au Sénat, le ministre des Transports, Philippe Tabarot, a souligné que les usagers financent aujourd'hui *« moins de 25 % du coût réel des transports en commun. C'était 75 % il y a 50 ans. »* Dès lors, le ministre s'est montré critique vis-à-vis de la gratuité proposée par certaines collectivités : *« Hormis sur certains territoires particulièrement spécifiques, nous avons besoin des recettes des usagers. Le transport en commun a un coût qui doit être partagé par les entreprises, les contribuables et bien sûr les usagers. »*

est estimé autour de 150 000 euros. Sur un budget de 25 millions, cela reste à la marge », répond Florian Bercault, maire de Laval (49 400 habitants) et président de la communauté d'agglomération. Avec aussi l'espoir que les nouveaux usagers séduits par l'expérimentation décident ensuite de s'abonner. *« Si c'est le cas, nous serons gagnants,* assure Florian Bercault, qui relève que, *sur le premier mois de l'opération, la fréquentation a déjà augmenté de 23 % à 58 % selon les semaines. »* Son homologue grenoblois, Sylvain Laval, demeure plus prudent. *« Les personnes qui sont dépendantes de leur voiture n'ont souvent pas d'autre choix, car le niveau de service est faible ou inexistant là où elles résident. Donc, baisser la tarification ne pourra pas avoir d'effet sur le report modal »,* objecte-t-il. La flambée de l'essence n'aura surtout fait que confirmer la nécessité de la décarbonation pour s'affranchir des énergies fossiles avec les bus électriques et d'autres mobilités, comme des voitures électriques en autopartage en zone rurale. *« Le prix des carburants nous aide à faire la promotion des modes alternatifs, mais la décarbonation était déjà engagée avant la hausse des coûts et on ne peut pas l'accélérer. Un bus électrique coûte nettement plus cher qu'un bus thermique, c'est un vrai problème »*, observe Sylvain Laval, qui appelle l'État à travailler à un nouveau modèle de financement du transport collectif. JDM



Florian Bercault, président de Laval agglomération (Mayenne, 34 communes, 114 872 habitants), à la rencontre d'usagers.

Nicolas Barraud

Déplafonner le versement mobilité ?

Le financement des transports publics repose principalement sur le versement mobilité (VM), une contribution que doivent acquitter les entreprises employant 11 salariés et plus. Le taux des versements s'échelonne de 0,55 à 2 % de la masse salariale selon la taille des collectivités et des critères spécifiques, ces taux constituant des plafonds légaux. Or, beaucoup d'élus réclament aujourd'hui le déplafonnement du VM. Un précédent existe puisqu'en 2024 Paris et une partie de l'Île-de-France, qui bénéficiaient déjà d'un taux particulier supérieur à 2 %, sont en effet passés à 3,20 %. *« Si on veut changer les habitudes, il faut des transports collectifs de qualité, efficaces et électriques. La question est comment financer cette transformation. La fiscalité des mobilités, qui peut potentiellement faire gagner du pouvoir d'achat aux usagers, est investie à 100 % en local. C'est vertueux »*, explique Florian Bercault, maire de Laval (Mayenne, 49 400 habitants). Sylvain Laval, coprésident de la commission transports de l'Association des maires de France, rappelle cependant que *« le VM repose sur la masse salariale des entreprises, qui a tendance à diminuer ou en tout cas à ne plus croître dans certains territoires. Vous ne pouvez pas demander à des entreprises de contribuer davantage alors que l'économie est en difficulté. La hausse du VM doit se faire au cas par cas et en discussion étroite avec les acteurs économiques pour évaluer le niveau de service attendu. »*

Champignons
Un élément d'attractivité locale diversement apprécié

La saison de la cueillette de champignons est attendue du monde rural. Mais, pour certaines communes où la pousse semble miraculeuse, c'est devenu un véritable business qu'il faut parfois réguler.

Rosé-des-prés, bolets, trompettes-de-la-mort… l'automne est par excellence la saison des champignons et certaines communes rurales, grâce à leurs bois et leurs prairies, en sont abondamment dotées. De quoi attirer nombre de cueilleurs venus des villes voisines. Certes, la cueillette est réglementée : elle suppose l'autorisation du propriétaire et la quantité prélevée est limitée à 5 kg par jour, soit l'équivalent d'un petit panier[1]. Mais certaines communes se passeraient cependant bien de ces visiteurs inopportuns qui stationnent en bordure de champs ou de chemins forestiers, générant parfois des conflits avec les propriétaires de terrains, les agriculteurs ou les chasseurs locaux. Excédées par cette surfréquentation, voire par des réseaux organisés de revente, des municipalités ont instauré des permis de cueillette. Mais ces dispositifs qui s'appuient sur des arrêtés municipaux sont-ils vraiment légaux ?

Un permis de cueillette

À Caixon (Hautes-Pyrénées, 340 habitants), depuis quelques années, les prélèvements massifs ont cessé. *« On a remis un peu d'ordre pour réguler la cueillette et limiter les tensions entre ramasseurs locaux et extérieurs. Sur les chemins forestiers, on comptait près de 200 voitures »*, assure la maire Hélène Zouin. La commune a mis en place un permis de cueillir annuel de 20 euros pour les riverains et 80 euros pour les cueilleurs externes. Il faut désormais se munir d'une carte d'adhérent auprès de l'association réunissant les propriétaires des bois privés de la commune que les cueilleurs doivent apposer sur le pare-brise de leur véhicule. À la demande de l'association des propriétaires, des gardes assermentés patrouillent en forêt pour contrôler les cartes et la quantité de champignons prélevée.

Pour Hélène Zouin, *« la cueillette des champignons est un moment important en milieu rural. On y vient en famille ! C'est aussi une source d'attractivité pour la commune mais il faut éviter les incivilités et les bousculades. »* Pour certains, la cueillette de champignons est devenue un commerce grâce à la revente aux restaurateurs, voire sur des marchés extérieurs comme l'Espagne. Un véritable business pouvant rapporter l'équi-



Hélène Zouin,
maire de Caixon (Hautes-Pyrénées, 340 habitants)
« On a remis un peu d'ordre. Sur les chemins forestiers, on comptait près de 200 voitures. »

Le permis de cueillette payant pour les non-résidents

Si le principe d'égalité devant le service public doit être respecté pour les forêts domaniales, il n'interdit pas toute différence de traitement entre les habitants et les non-résidents. Selon la jurisprudence du Conseil d'État, une distinction est possible lorsqu'elle repose sur une nécessité d'intérêt général. S'agissant d'une forêt appartenant à la commune, accorder la gratuité ou un tarif préférentiel aux habitants est susceptible d'être justifié, notamment parce que ces derniers contribuent au financement et à l'entretien du patrimoine communal par leurs impôts locaux. Ce type de différenciation existe d'ailleurs pour d'autres équipements ou services communaux.

PHOTOS © DR – ADOBESTOCK

valent de plusieurs mois de salaire avec une rentabilité quasiment assurée dès le premier pied de cèpe ou de girolle coupé. Pour enrayer le phénomène, plusieurs communes de l'intercommunalité de Caixon délivrent désormais des cartes d'adhésions valables sur leurs territoires respectifs.

Protéger les écosystèmes

À Les Salces (Lozère, 83 habitants), on espère qu'il n'y aura pas trop de champignons cet automne pour éviter la cohue habituelle. Mais la commune a, elle également, pris les devants en limitant l'accès à ses 1 000 hectares de bois. Objectif : tenter de circonscrire les cueillettes sauvages ainsi que les saccages de terrains et de clai-



rières qui ne retrouvent plus leur écosystème après le passage des cueilleurs. Une réglementation municipale drastique a ainsi été instaurée avec un permis de cueillette sur la forêt communale de 15 euros par jour et 100 euros à l'année. Les contrevenants s'exposent, en outre, à une amende de 135 euros en cas d'accès illicite. Petit privilège pour les habitants de la commune, les cartes sont gratuites. Si la jurisprudence admet qu'une commune puisse, pour des raisons d'intérêt général, réserver des avantages tarifaires à ses résidents, le maire, Jean-Louis Vayssier, prudent, ne souhaite pas communiquer sur le sujet.

Une mesure de police

En pays de Retz, les habitués déferlent dans l'arrière-pays du côté de Chaumes-en-Retz (Loire-Atlantique, 7 440 habitants) et se retrouvent agglutinés dans la forêt privée de Princé à la recherche de champignons. *« En concerta-*



Françoise Mariot,
conseillère municipale déléguée à l'environnement de Chaumes-en-Retz (Loire-Atlantique, 7 440 habitants)
« La mise en place d'une régulation de la cueillette vise notamment à mieux préserver la forêt et éviter que les feux ne s'y propagent. »

tion avec la mairie, l'association des propriétaires a instauré un permis limité à un quota maximal de 70 cueilleurs pour réguler la cueillette, mieux préserver la forêt et éviter les feux qui se propagent aussi en Loire-Atlantique », assure Françoise Mariot, conseillère municipale déléguée à l'environnement. Car une commune ne dispose pas des droits du propriétaire privé et ne peut donc percevoir une redevance pour l'accès à une propriété qui ne lui appartient pas. En revanche, le maire peut prendre un arrêté municipal réglementant la cueillette des champignons sur l'ensemble du territoire communal, y compris les forêts privées, si cette mesure de police est justifiée par un intérêt public visant par exemple à prévenir des troubles à l'ordre public ou encore à protéger un milieu naturel. À Chaumes-en-Retz, la mairie exige un permis de cueillir applicable à tous les ramasseurs mais limité aux seules forêts communales. Son montant est fixé à 20 euros pour les non-résidents et est gratuit pour les résidents. Les habitants non titulaires du fameux sésame pourtant gratuit pour eux sont ainsi privés d'accès de cueillette dans cette forêt située sur leur commune ! Mais le principe d'équité est respecté. JDM

Dominique Hervé

1. Articles 547 du code civil et R. 163-5 du code forestier.

Consulter le site internet de la mairie

Pour éviter les mauvaises surprises et les amendes, il est essentiel de consulter la mairie pour savoir s'il existe un arrêté municipal en vigueur et si la commune impose l'achat d'une carte de ramassage ou d'un permis pour les personnes extérieures. Si le maire n'a pas pris de décision locale, c'est alors la règle de la préfecture qui s'applique à l'échelle du département. Dans une forêt privée, la cueillette est interdite sans l'autorisation du propriétaire, même s'il n'y a pas de clôture ou de panneau « propriété privée ». Si vous ramassez chez un particulier sans son accord, cela s'apparente juridiquement à du vol.

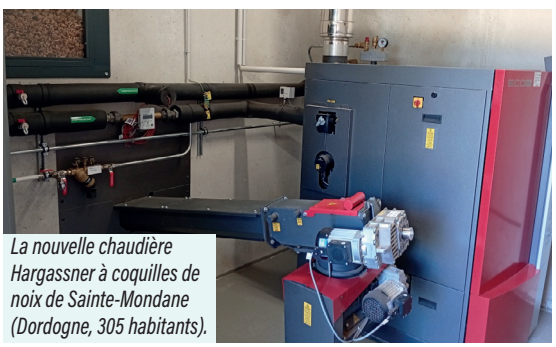
Initiative
La première chaufferie publique à coquilles de noix

Sainte-Mondane (Dordogne, 305 habitants) a investi dans une chaudière à coquilles de noix alimentant un réseau de chaleur pour plusieurs bâtiments municipaux. Une énergie locale et pas chère.

Le Périgord produit 40 % des noix françaises. En visite chez l'un de ses administrés, le maire, Gilles Arpaillange, a découvert que celui-ci se chauffait avec des coquilles de noix. Or, la chaudière à fioul alimentant la salle des fêtes, un logement communal et l'école, arrivait en fin de course. L'élu engage aussitôt une étude pour la remplacer. *« Une nouvelle chaudière à coquilles de noix ne pouvait être positionnée là où était celle à fioul, car il n'y avait pas de place pour un silo à coquilles »*, indique-t-il.

Vingt tonnes de coquilles par an

Qu'à cela ne tienne, le maire fait construire un petit bâtiment à 20 mètres de la mairie auquel il fait adosser un silo de stockage des coquilles de noix. Le réseau de chaleur et les radiateurs en fonte sont conservés dans les bâtiments alimentés par l'ancienne chaudière et le réseau est étendu à la mairie, jusqu'alors chauffée à l'électrique, où sont installés d'anciens radiateurs en fonte récupérés. La chaudière est approvisionnée en coquilles par un gros producteur qui possède des noyers dans le village. Ceci à raison de 20 tonnes de coquilles en trois approvisionnements par an pour alimenter le silo de 50 m³ pouvant contenir jusqu'à 12 tonnes. Des petits producteurs apportent également de temps en temps quelques sacs. *« En cas de rupture d'approvisionnement – les années de gel, il n'y a pas de noix –, la chaudière d'une puissance de 50 kW peut aussi fonctionner avec des coquilles de noisettes, du miscanthus ou des plaquettes ou granulés de bois, à condition de changer les réglages »*, apprécie le maire. Seule contrainte, les coquilles ne doivent conserver que peu de traces de cerneaux, l'huile ayant tendance à encrasser la chaudière, ce qui nécessite plus d'entretien.



La nouvelle chaudière Hargassner à coquilles de noix de Sainte-Mondane (Dordogne, 305 habitants).

PHOTO © MAIRIE DE SAINTE-MONDANE

Des émissions de carbone réduites par dix

L'investissement a coûté 225 432 euros TTC – 35 307 euros pour les études et la maîtrise d'œuvre –, répartis entre les postes chaudière et réseau (80 000 euros HT), bâti et silo (70 000 euros HT), ainsi que terrassement et ferronnerie (20 000 euros HT). Sur les travaux, la commune a bénéficié de 71 % d'aides, soit 28 % de la dotation d'équipement des territoires ruraux, 25 % de l'ADEME et 18 % du département. Une fois la TVA remboursée (FCTVA), le reste à charge pour la commune a été de 63 000 euros. Mais, désormais, au prix négocié de 100 euros la tonne de coquilles de noix, le chauffage ne coûte plus que 2 000 euros par an, contre 11 500 euros auparavant pour le fioul et le chauffage électrique de la mairie. Une économie de 9 500 euros par an, avec un temps de retour sur investissement de 6,6 ans, tout à fait appréciable. Côté environnement, *« les émissions de CO_2 ont été réduites de 42 tonnes avec le fioul à 4,2 tonnes avec les coquilles de noix »*, se félicite le maire. Une opération qui a valu à la commune de recevoir, en juin dernier, le prix de l'innovation du trophée de la transition énergétique décerné par le Centre régional des énergies renouvelables de Nouvelle-Aquitaine. JDM

Frédéric Ville

VIE DES ÉLUS

Fiches juridiques

- **NOUVEAU** La commission de contrôle des listes électorales
- Le maire et la police de l'assemblée **code 279697**
- Les élections sénatoriales **code 285753**
- Comment fait-on pour rédiger un éditorial ? **code 144555**

Modèle d'acte

- Délibération de désignation du référent déontologue des élus **code 129555**

Modèles de discours

- Journée internationale de la Paix (21 septembre 2026) **code 107062**
- Journée nationale d'hommage aux Harkis et aux autres membres des formations supplétives (25 septembre 2026) **code 163113**
- Accueil d'un nouveau sous-préfet dans la commune **code 164903**

VIE COMMUNALE

Fiches juridiques

- Le maire et la rentrée scolaire **code 96233**
- Cantine scolaire : l'accueil des enfants atteints d'allergies **code 164898**
- Le transfert des pouvoirs de police spéciale du maire **code 285691**
- Narcotrafic : 6 leviers d'action pour le maire **code 239379**

Modèles d'actes

- **NOUVEAU** Délibération d'institution de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation
- **NOUVEAU** Règlements intérieurs de la cantine scolaire et de l'accueil périscolaire

Modèles de discours

- Accueil des enseignants lors de la rentrée scolaire **code 97830**
- Journée nationale des aidants (6 octobre 2026) **code 163112**
- Lancement des Virades de l'Espoir (26 et 27 septembre 2026) **code 134636**

GESTION LOCALE • MANAGEMENT

Fiches juridiques

- **NOUVEAU** Le congé supplémentaire de naissance
- **NOUVEAU** Marché public : mettre en œuvre le critère environnemental
- La médiation administrative **code 132406**
- La rupture conventionnelle **code 285692**

Modèles d'actes

- **NOUVEAU** Arrêtés de placement en congé supplémentaire de naissance (fonctionnaire/contractuel)
- Arrêtés de radiation (fonctionnaire) et de fin de contrat (contractuel) ; convention de rupture conventionnelle **code 289531**

Modèles de discours

- Lancement de la semaine des retraités et personnes âgées (Semaine bleue) (du 5 au 11 octobre 2026) **code 107691**
- Lancement des ateliers santé seniors **code 134793**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Fiches juridiques

- Loi de simplification de l'urbanisme : ce qui change **code 279686**
- L'obligation réelle environnementale **code 234431**
- Eau potable : le droit de préemption sur les aires de captage **code 121983**
- Sanctionner les dépôts sauvages de déchets **code 107053**

Modèles d'actes

- Dépôts sauvages de déchets : rapport de constatation, courrier au contrevenant, arrêté de mise en demeure, consignation **code 141681**

Modèles de discours

- Remise des prix du concours des balcons et jardins fleuris **code 96457**
- Clôture d'une opération de nettoyage des berges **code 130387**
- Ouverture d'un marché de producteurs locaux **code 163115**

Gestion locale • Management

- **Organiser** une réunion du conseil municipal pour le 30 septembre au plus tard, s'il n'a pas été réuni depuis le 1er juillet (obligation d'une séance par trimestre).
- **S'assurer** que les bulletins d'état civil 1 à 6 du trimestre écoulé ont bien été adressés à l'INSEE.
- **Accorder,** éventuellement, une autorisation d'absence aux agents de confession israélite les samedi 12 et dimanche 13 septembre (Jour de l'An – Roch Hachana) et le lundi 21 septembre (Grand pardon – Yom Kippour).
- **S'assurer** auprès du prestataire ou de la régie municipale qu'un repas végétarien est proposé au moins une fois par semaine à la cantine scolaire.
- **Afficher** l'arrêté préfectoral définissant les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse en fonction des gibiers, ainsi que, pour les communes couvertes par une association communale de chasse agréée (ACCA), les jours chassés prévus par la déclaration de chasse collective.
- **Prescrire** par arrêté le ramonage annuel des fourneaux et cheminées.
- **Faire** réaliser le curage des fossés ainsi que l'entretien des bas-côtés de la voirie.

Élections

- **Organiser** le covoiturage à la préfecture des délégués de la commune pour l'élection des sénateurs, pour les communes des départements métropolitains allant de 1 à 36 et de 67 à 90, concernées par les élections sénatoriales du dimanche 27 septembre.
- **Déposer** à la préfecture du département, entre le lundi 7 et le vendredi 11 septembre avant 18 heures, les candidatures pour les élections sénatoriales du dimanche 27 septembre.

Finances

- **Transmettre** à la direction générale des finances publiques, avant le 15 septembre, la délibération fixant le taux de la taxe de séjour applicable au 1er janvier 2027 et, éventuellement, son taux d'abattement.
- **Adopter,** avant le 1er octobre, les délibérations relatives aux exonérations ou abattements de fiscalité directe locale (taxes foncières, d'habitation…) applicables au 1er janvier 2027. La date butoir est portée au 15 octobre pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.
- **Adopter** éventuellement, avant le 1er octobre, dans les zones non tendues, la nouvelle taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH) qui remplace, à compter du 1er janvier 2027, la taxe sur les logements vacants (TLV) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV).
- **Adopter** éventuellement, avant le 1er octobre, si la commune est en zone tendue, une délibération de majoration (entre 5 % et 60 %) de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS).
- **Adopter,** avant le 1er octobre, pour les communes classées en zones France ruralité revitalisation (FRR+), les délibérations d'exonération de cotisation foncière des entreprises et de taxe sur le foncier bâti pour 2027.
- **Présenter** au conseil municipal, pour le 30 septembre au plus tard, le rapport sur le prix et la qualité de l'eau potable et de l'assainissement (si la commune est compétente pour ces services).
- **Demander** aux communes voisines leur participation au titre de la répartition intercommunale des charges scolaires des établissements publics et privés sous contrat proportionnellement à l'origine géographique des élèves scolarisés.
- **S'assurer** de la bonne information des familles sur les tarifs municipaux pour l'année 2026-2027 (cantines, équipements sportifs et culturels, crèches, garderies, transports scolaires municipaux).
- **Commencer** à préparer, si nécessaire, un budget supplémentaire, voire le budget primitif 2027 pour les communes qui l'adoptent en fin d'année.

Patrimoine

- **Vérifier** les conditions de remise en route des chauffages (commandes, vérification de l'état des chaudières, éventuelles possibilités d'économies…).
- **Préparer** le renouvellement des contrats d'assurance pour 2027 (inventaire du patrimoine, choix des types de couverture en fonction des risques, mise en concurrence…).

Manifestations • Commémorations

- **Préparer** la Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives du vendredi 25 septembre.

Marché public : mettre en œuvre le critère environnemental

Depuis le 21 août 2026, les acheteurs publics doivent dédier au moins un des critères d'analyse des offres aux « caractéristiques environnementales » de l'offre.

La possibilité de juger les offres sur une dimension environnementale existe depuis plus de vingt ans. Elle devient obligatoire. Conformément à l'article 35 de la loi Climat et résilience[1], tous les marchés publics doivent désormais prendre en compte le développement durable pour juger une offre plus ou moins disante, au-delà des seuls facteurs du prix et de la valeur technique. Cette exigence s'applique de la détermination du besoin à la sélection des offres, et jusqu'à l'exécution du marché pour ceux dépassant les seuils européens (art. L. 2111-2, L. 3111-2, et L. 2152-7 du code de la commande publique – CCP).

1. Cerner les caractéristiques environnementales

Au stade de l'analyse des offres, les acheteurs doivent dédier au moins l'un des critères aux caractéristiques environnementales de l'offre (art. L. 2152-7 et L. 3124-5 du CCP). Cette notion couvre les seuls aspects environnementaux, à l'exclusion des volets économiques et sociaux du développement durable (insertion professionnelle, économie solidaire, lutte contre les discriminations, etc.), et qui pourront faire l'objet de critères distincts. Ses contours ne sont pas limités par les textes. Il pourra s'agir de l'impact des prestations sur la biodiversité, de leur coût énergétique, de la durabilité des matériaux employés, de l'usage des ressources naturelles, de la gestion des déchets, de la pollution de l'air et des sols, de l'empreinte environnementale numérique, etc. Si l'éventail est large, dans tous les cas, il convient de se demander s'il y a un réel intérêt, si c'est opérant et surtout si l'on est en capacité de vérifier.

2. Retenir un critère objectif et précis

L'acheteur définit librement le ou les critères environnementaux qu'il souhaite retenir. À condition toutefois de respecter les impératifs applicables à tout critère de sélection : être *« objectif, précis et en lien avec l'objet du contrat ou ses conditions d'exécution »* (art. L. 2152-7 et L. 2152-8 du CCP)[2].

Dans ce cadre, le critère environnemental ne doit pas avantager un opérateur économique ou une catégorie d'opérateurs, comme les entreprises locales. Il n'est donc pas possible de faire de la proximité un critère systématique dès lors qu'elle n'est pas justifiée par les contraintes du service. En revanche, cette proximité pourra être valorisée à travers un critère relatif aux émissions de gaz à effet de serre, par exemple. Plutôt que de noter la quantité de CO_2 émise par déplacement – ce qui favorise mécaniquement les entreprises les plus proches du lieu d'exécution[3] –, on prendra alors comme référence la quantité de CO_2 émise au kilomètre[4].

Le critère ne doit pas non plus laisser à l'acheteur une marge d'appréciation trop discrétionnaire dans la notation. Pour cela, il doit être suffisamment clair et précis pour permettre aux candidats d'identifier les éléments retenus pour la notation de leur offre. À ce titre, un critère « performance en matière de protection de l'environnement », assorti d'aucune attente technique (matériaux, procédés techniques, etc.) est trop imprécis pour être régulier[5]. Il en va de même d'un critère « impact environnemental », apprécié au regard d'un bilan carbone général, sans précision sur son contenu[6]. Au contraire, les critères d'attribution doivent se rapporter aux éléments caractérisant le processus de réalisation des prestations, être objectivement mesurables (part de matériaux recy-

Penser sourcing et variantes

Afin d'éviter de produire un critère environnemental « déconnecté » des pratiques du marché, les acheteurs peuvent avoir recours au sourcing[7]. Ils peuvent aussi utiliser le mécanisme des variantes pour favoriser l'émergence de solutions favorables au développement durable (art. R. 2151-8 à R. 2151-11 du CCP).

clés, performance énergétique des équipements, etc.), et décrire, au cas par cas, les référentiels permettant de les évaluer.

3. Établir un lien entre le critère et le marché

Le critère environnemental devra également présenter un lien avec l'objet du contrat ou ses conditions d'exécution. Ce lien peut *« concerner toutes les activités des soumissionnaires, pour autant qu'elles concourent à la réalisation des prestations du marché »*. Cela exclut l'utilisation d'un critère relatif à la politique générale de l'entreprise en matière environnementale, indistinctement applicable à l'ensemble des marchés, et donc non directement lié à l'objet du contrat[8].

Pour les marchés dont l'objet a un impact environnemental évident (acquisition de véhicules, réalisation d'un ouvrage, restauration collective…), le choix du critère ne posera pas de difficulté. En revanche, lorsque cet impact n'est pas manifeste – comme dans les cas des marchés de prestations intellectuelles ou juridiques –, le critère environnemental retenu pourrait se révéler « artificiel ». Pour l'éviter, il est recommandé de partir des exigences fixées par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) afin d'identifier les prestations susceptibles de faire l'objet d'une évaluation qualitative d'un point de vue environnemental. Par exemple, dans le cas d'un marché de service informatique, on pourra s'intéresser à l'alimentation des serveurs, aux dispositifs de stockage, aux déplacements du technicien…

4. Intégrer l'environnement dans le critère unique du coût

Dorénavant, lorsque le marché est passé sur la base d'un seul critère, ce critère doit être celui du coût global. Ce critère « coût » remplace le critère « prix » et comprend obligatoirement une dimension environnementale. Ainsi, en cas de recours à la pratique des trois devis, il ne sera plus possible de prendre en compte seulement les prix d'achat, mais il faudra comparer les offres au regard des composantes du coût. L'acheteur définit librement ces composantes. Il peut se référer au « coût du cycle de vie » défini aux articles R. 2152-9 et R. 2152-10 du CCP. Celui-ci englobe les coûts supportés tout au long du cycle de vie du bien ou du service, en incluant les consommations de ressources, les frais de maintenance ou encore la fin de vie (valorisation, recyclage, réutilisation, réemploi), ainsi que les coûts liés aux externalités environnementales (émissions de GES et autres polluants, coût pour atténuer le changement climatique).

5. Adopter une pondération adaptée

Le critère environnemental, une fois défini, devra être pondéré. La loi n'impose pas de pondération minimum. À titre d'exemple, dans le cadre d'un marché d'approvisionnement en énergie, une pondération à 45 % du critère « part d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables » a été validée[9]. De manière générale, le poids du critère environnemental sera déterminé au regard de la nature des prestations et de leur contexte, sans aboutir à une pondération symbolique qui risquerait de lui donner un caractère résiduel. Une pondération minimale de 5 % à 10 % semble recommandée, les spécialistes considérant que moins il y a d'enjeux sur le marché, moins la pondération doit être importante. Enfin, les offres seront notées sur ce critère, ce qui implique la mise en œuvre d'une méthode de notation répondant à une double condition : permettre une comparaison objective des offres et ne pas priver le critère environnemental de sa portée en neutralisant, par exemple, sa pondération ou sa hiérarchisation.

Jean-Christophe Poirot

1. Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021.
2. CE, 4 février 2021, avis n° 401933.
3. CE, 12 septembre 2018, n° 420585.
4. TA Nice, 20 janvier 2015, n° 1202066.
5. TA Grenoble, 14 novembre 2025, n° 2510707.
6. CE, 15 février 2013, n° 363921.
7. « Commande publique : pratiquer le sourcing », fiche juridique, www.journaldesmaires.com, code 213178.
8. CE, 25 mai 2018, n° 417580 ; TA Rennes, 2 juin 2025, n° 2500378.
9. CJCE, 4 décembre 2003, affaire C-448/01.

Ressources

- **Le portail Clause verte (https://laclauseverte.fr/) aide à la rédaction de clauses environnementales dans les marchés publics.**
- **Les Guichets verts (https://achats-durables.gouv.fr) accompagnent les acheteurs en matière d'achat durable.**
- ***Fiches oui/non : l'article 35 de la loi Climat et résilience,* juillet 2026 (www.economie.gouv.fr).**

Le congé supplémentaire de naissance

Depuis le 1er juillet 2026, un nouveau congé de droit et indemnisé permet aux parents de passer plus de temps avec leur enfant durant ses premiers mois.

À la naissance ou à l'adoption d'un enfant, les agents peuvent bénéficier d'un congé de maternité (de 16 à 26 semaines), de paternité et d'accueil de l'enfant (25 jours calendaires) ou d'adoption (22 semaines). La loi de finances de la Sécurité sociale pour 2026[1] y ajoute un congé supplémentaire d'un ou deux mois après la naissance ou l'arrivée d'un enfant adopté, que chaque parent pourra prendre simultanément ou en alternance avec l'autre (art. L. 631-1, L. 631-3, L. 631-8 et L. 631-9 du CGFP)[2].

1. Les bénéficiaires

Le congé supplémentaire de naissance (CSN) est accordé de plein droit à tout agent titulaire ou contractuel à temps complet ou à temps non complet en position d'activité. L'administration ne dispose d'aucune marge d'appréciation dès lors que les conditions réglementaires sont remplies[3]. Il s'applique à compter du 1er juillet. Toutefois, les parents d'un enfant né ou adopté entre le 1er janvier et le 30 juin 2026, ou d'un enfant né prématurément mais dont la naissance était prévue après le 1er juillet, peuvent en bénéficier à compter de cette date. Comme les congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant et d'adoption, le CSN peut bénéficier à la mère et au père, aux parents adoptifs, au conjoint de la mère ou à la personne liée à la mère par un PACS ou vivant maritalement avec elle.

Une absence protégée

Le CSN est un droit. L'employeur ne peut pas sanctionner un agent parce qu'il l'exerce (mise à l'écart d'un projet au retour de congé, perte de responsabilités, notation défavorable liée à l'absence…). L'agent contractuel ne peut pas être licencié pendant le CSN et durant les dix semaines suivant la fin du congé[4]. Le fonctionnaire à temps non complet ne peut pas être licencié pour inaptitude physique avant l'expiration d'une période de quatre semaines suivant la fin du congé[5].

2. Les conditions

Le congé est d'une durée d'un ou deux mois au choix de l'agent. Chaque parent dispose d'un droit individuel ; il ne s'agit pas d'un crédit global attribué au couple. En pratique, deux agents-parents peuvent donc chacun solliciter un CSN. La durée du congé peut être prise en continu ou fractionnée en deux périodes d'un mois chacune (art. L. 631-3 du CGFP). Par exemple, un agent peut prendre un mois immédiatement après le congé de maternité/paternité, conserver un second mois pour une période ultérieure et alterner avec l'autre parent. Pour en bénéficier, deux conditions sont à remplir :

- les parents doivent avoir épuisé en amont leurs congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption ;
- la période de CSN doit débuter dans les neuf mois suivant la naissance ou l'arrivée au foyer de l'enfant adopté. Pour les parents d'un enfant né ou adopté entre le 1er janvier et le 30 juin 2026, le congé devra donc débuter le 31 mars 2027 au plus tard (1er juillet + neuf mois). Si le congé est pris sans fractionnement, le premier mois débute, au plus tard, dans les neuf mois et, s'il est fractionné, le deuxième mois doit débuter, au plus tard, dans la même période[3]. Le décompte des jours se fait en jours calendaires (les jours fériés ne décalent pas le délai). Le délai de neuf mois est prolongé d'autant en cas d'allongement du congé de maternité (congé pathologique, naissance multiple, hospitalisation de l'enfant, congé prénatal en partie reporté après la naissance – art. L. 631-3 et L. 631-5 du CGFP).

3. Le délai de prévenance

Le CSN ne prolonge pas automatiquement le congé de maternité, de paternité ou d'adoption. L'agent qui sou-

haite en bénéficier doit informer son employeur au moins un mois avant le début du congé. Ce délai de prévenance est réduit à quinze jours lorsque le CSN suit immédiatement le congé de paternité et d'accueil de l'enfant ou du congé d'adoption et que l'agent souhaite débuter son congé au cours du mois suivant la naissance ou l'arrivée au foyer de l'enfant adopté. La demande adressée à l'autorité territoriale – par lettre recommandée avec avis de réception ou remise contre récépissé – doit indiquer la date de prise du congé, sa durée, s'il est pris de manière fractionnée et, dans ce cas, les dates de ce fractionnement.

Le recrutement temporaire

Il est possible de recruter un agent contractuel pour remplacer l'agent qui a été placé en CSN (art. L. 332-6 du CGFP). Le CDD court jusqu'à la date de retour de l'agent.

4. L'indemnisation

Le congé est rémunéré à hauteur de 70 % du traitement le premier mois, puis de 60 % le second mois. Les parents disposent exactement des mêmes droits : si chaque parent ne prend qu'un mois de CSN, ils seront tous les deux rémunérés à 70 %. La circonstance que le mois pris par le deuxième parent succède au mois pris par le premier parent est sans effet à cet égard[3]. Pour les agents contractuels, comme pour les salariés du secteur privé, l'indemnisation repose sur le versement d'indemnités journalières par l'assurance maladie.

L'agent conserve l'intégralité du supplément familial de traitement (SFT) et de l'indemnité de résidence (IR) (art. L. 631-1 du CGFP). Le régime indemnitaire est également maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant tout le congé (art. L. 714-6 du CGFP). Il en va de même pour la nouvelle bonification indiciaire (NBI)[6]. En revanche, l'indemnisation ne peut pas être cumulée avec le complément libre choix du mode de garde au titre du même enfant ; l'allocation journalière de présence parentale ; l'allocation journalière de proche aidant ; les indemnités journalières maladie ; les indemnités journalières de maternité, de paternité ou d'adoption ; les indemnités journalières d'accident du travail ou de maladie professionnelle ; les allocations chômage. Pendant la durée du CSN, l'autorisation de travailler à temps partiel est suspendue.

5. La situation administrative de l'agent

Le CSN est assimilé à une période d'activité. Les droits à avancement, à retraite et à protection sociale complémentaire sont donc intégralement conservés. La durée du congé ouvre également droit à l'acquisition des congés annuels et, au même titre que les autres congés pour responsabilité parentale ou familiale, elle relève du dispositif de report et d'indemnisation des congés annuels. En revanche, le congé ne génère pas de jours de RTT[7]. Pour les fonctionnaires stagiaires, il reporte la fin du stage mais n'a pas pour effet de retarder la date d'effet de la titularisation (art. R. 327-70 du CGFP).

6. La fin du congé

Le CSN peut prendre fin de manière anticipée à la demande de l'agent en cas de décès de l'enfant ou de diminution importante des ressources du foyer. Cette interruption lui est alors accordée de droit. Elle n'est pas soumise à un délai de prévenance ni à la production de justificatifs[3]. En dehors de ces hypothèses, l'agent peut demander à écourter son congé mais l'autorité territoriale n'est pas tenue de faire droit à sa demande. Au terme normal du congé, le fonctionnaire est réaffecté de plein droit dans son ancien emploi. Si celui-ci ne peut lui être proposé, il est affecté dans un emploi équivalent, le plus proche de son dernier lieu de travail (art. L. 631-2 du CGFP). L'agent contractuel retrouve son précédent emploi dans la mesure où les nécessités du service le permettent, pour la durée du contrat restant à courir[4]. Le CSN n'a pas pour effet de proroger la durée de l'engagement d'un agent contractuel[8]. À l'issue du congé, l'agent peut demander à bénéficier d'un congé parental[9] et mobiliser, de droit, les jours accumulés sur le compte épargne-temps[10].

Jean-Christophe Poirot

1. Loi n° 2025-1403 du 30 décembre 2025 (art. 99).
2. Décret n° 2026-425 et 2026-427 du 30 mai 2026.
3. DGAFP, Foire aux questions (sur www.fonction-publique.gouv.fr).
4. Décret n° 88-145 du 15 février 1988 (art. 41 et 45).
5. Décret n° 91-298 du 20 mars 1991 (art. 41).
6. Décret n° 93-863 du 18 juin 1993 (art. 2).
7. CAA Nantes, 21 décembre 2018, n° 17NT00540.
8. CAA Bordeaux, 22 octobre 2007, n° 06BX00375.
9. Décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 (art. 29).
10. Décret n° 2004-878 du 26 août 2004 (art. 8).

La commission de contrôle des listes électorales

Avec l'installation des nouveaux conseils municipaux issus du scrutin de mars 2026, les membres de cette commission doivent être renouvelés. Rappel de son rôle et de son fonctionnement.

Chargée de vérifier les inscriptions et les radiations sur la liste électorale opérées par le maire, la commission de contrôle des listes électorales (CCLE) joue un rôle essentiel dans la régularité du processus électoral.

1. La composition de la commission

Depuis l'harmonisation des modes de scrutin dans toutes les communes, appliquée pour la première fois en mars 2026[1], la composition de la CCLE dépend du nombre de listes élues au sein du conseil municipal[2]. Le maire, les adjoints et les conseillers municipaux ayant une délégation portant sur les inscriptions sur les listes électorales ne peuvent pas y siéger. Deux cas de figure sont à distinguer (art. L. 19, V, VI et VIII du code électoral) :

- si une seule liste a obtenu des sièges au conseil municipal, la CCLE est composée de trois membres : un conseiller municipal, un délégué de l'administration désigné par le préfet et un délégué désigné par le président du tribunal judiciaire (composition réduite) ;
- si au moins deux listes ont obtenu des sièges, la CCLE comprend cinq membres (composition élargie) :
  - trois élus de la liste ayant obtenu le plus de sièges ;
  - et si deux listes ont obtenu des sièges au conseil municipal, deux élus de la deuxième liste ;
  - ou si trois listes ont obtenu des sièges, un élu de la deuxième liste et un élu de la troisième liste.

En cas d'égalité du nombre de sièges entre ces listes, priorité est donnée à celle qui a la moyenne d'âge la plus élevée. Les élus appartenant aux autres listes ne sont pas représentés.

Dans le cas où le conseil municipal comporte plusieurs listes, mais qu'il est impossible de constituer une commission élargie (par exemple, si une liste compte moins d'élus que nécessaire pour composer la commission ou que les élus ne souhaitent pas s'y investir), la CCLE sera constituée en composition réduite (art. L. 19 VII).

La participation se fait dans l'ordre du tableau sur la base du volontariat. Des suppléants peuvent être désignés pour chacun des membres titulaires. Cette nomination n'est pas obligatoire, mais elle permet de s'assurer du quorum nécessaire lors des réunions. Un suppléant peut remplacer n'importe quel titulaire de la même liste[3]. Le maire transmet au préfet les noms des élus et ceux-ci (titulaires et suppléants) sont désignés par arrêté préfectoral pour une durée de six ans (art. R. 7). La composition de la CCLE est affichée en mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune.

2. Les missions de la commission

A. Le contrôle de la régularité des listes

La commission a pour mission de s'assurer de la régularité de la liste électorale au moins une fois par an, et obligatoirement avant chaque scrutin[4, 5]. Pour cela, elle exerce un contrôle a posteriori des décisions d'inscription et de radiation validées par le maire (en priorité, celles intervenues depuis sa dernière réunion – art. L. 20 du code électoral). Elle peut, à la majorité de ses membres, décider de :

- réformer les décisions d'inscription et de radiation prises par le maire (après saisine dans le cadre d'un recours administratif préalable obligatoire – RAPO – ou d'un contrôle de la régularité des listes) ;
- procéder à l'inscription d'un électeur omis (par exemple, en cas de RAPO, lorsqu'une demande non traitée par le maire lui est transmise) ;
- décider la radiation d'un électeur indûment inscrit (art. L. 19-II).

Pour prononcer une radiation, la CCLE respecte une procédure contradictoire (art. R. 11) :

- la commission informe l'électeur de son intention de le radier (courrier signé d'un membre et envoyé en recommandé avec AR) ;

- à réception de la notification, l'électeur dispose d'un délai de 48 heures pour présenter ses observations (jouissance de son droit de vote, attache avec la commune…). Le maire peut également adresser ses remarques ;
- la décision est notifiée à l'électeur dans les deux jours, avec copie au maire et à l'INSEE. Elle doit indiquer les délais et voies de recours pour contester la décision. L'électeur dispose de sept jours suivant la notification de sa radiation pour la contester devant le tribunal judiciaire.

B. L'examen des RAPO

Tout électeur a le droit de contester devant le juge une décision de refus d'inscription ou de radiation prise à son égard par le maire. Ce recours est soumis à un préalable : l'électeur doit former un RAPO auprès de la CCLE (art. L. 18 III du code électoral). À défaut, le juge rejettera sa demande[4, 5].

À réception de la décision du maire, l'électeur dispose de cinq jours pour saisir la CCLE, par envoi recommandé avec AR. Son recours doit indiquer ses prénoms, nom, date et lieu de naissance, ainsi que la nature et la date de la décision du maire contestée (art. R. 9). Une fois saisie, la commission se réunit au plus tard sous 30 jours. Si elle n'a pu statuer (faute de quorum, par exemple), elle se réunit de nouveau dans ce délai de 30 jours.

La commission peut accepter les arguments de l'électeur et le réinscrire sur la liste électorale. Elle en informe alors le maire et l'INSEE sous un délai de deux jours. Si, au contraire, elle valide la décision du maire ou ne se prononce pas dans le délai de 30 jours, la radiation ou le refus d'inscription est maintenu. La notification de la décision de la CCLE doit préciser les voies et délais de recours (art. R. 16). L'électeur peut alors saisir le juge dans un délai de sept jours à compter de la notification de la décision (ou de l'expiration du délai de 30 jours) (art. L. 18 IV).

3. Les règles de fonctionnement

La CCLE peut se réunir librement dès qu'elle le souhaite[4, 5]. Dans tous les cas, elle doit se réunir dans les trente jours suivant la réception d'un RAPO et au moins une fois par an. Si elle ne s'est pas réunie depuis le 1er janvier, elle doit obligatoirement être convoquée entre le sixième vendredi précédant le 31 décembre et l'avant-dernier jour ouvré de l'année (art. R. 10 du code électoral). En outre, en année électorale, elle doit se réunir entre le 24e et le 21e jour avant le scrutin, et ce, même si une réunion a eu lieu dans l'année (art. L. 19 III).

A. Le secrétariat

Les services communaux organisent les réunions (convocation, préparation matérielle…), réceptionnent les recours et notifient les décisions (art. R. 7). Dans les communes où une seule liste siège au conseil municipal, la commission est convoquée par le conseiller municipal qui en est membre et, dans les autres communes, par le premier dans l'ordre du tableau des conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges (art. R. 8)[2]. Aucun délai de convocation n'est prévu. La convocation et la composition de la CCLE doivent être affichées et mises en ligne sur le site internet de la commune.

B. Le déroulement des séances

La commission n'est pas présidée et chacun de ses membres dispose des mêmes pouvoirs. Ses réunions sont publiques, mais seuls ses membres ont accès aux éléments du dossier[4, 6]. Pour délibérer valablement, le quorum doit être atteint. Dans les communes où une seule liste a obtenu des sièges au conseil municipal, tous ses membres doivent être présents, tandis que, dans les autres communes, la présence de trois au moins de ses cinq membres est requise (art. R.10)[2]. Si le quorum n'est pas atteint, la CCLE est réputée ne pas avoir délibéré. Les décisions doivent être prises à la majorité des membres présents (art. R. 11).

La commission doit rapporter ses décisions dans un registre que signent les membres présents. Pour chaque décision, le registre doit mentionner les motifs de la décision (pièces à l'appui), l'article du code électoral sur lequel celle-ci se fonde, le nombre de voix pour/contre et les dates de notification de la décision. Ce registre est communicable au public.

Jean-Christophe Poirot

1. Loi n° 2025-444 du 21 mai 2025.
2. Décret n° 2025-778 du 6 août 2025.
3. Addendum NOR : INTA2031715J du 4 février 2021.
4. Circulaire NOR : INTA1830120J du 21 novembre 2018.
5. Préfectures, *Mémento à l'usage des membres des commissions de contrôle des listes électorales (CCLE),* mis à jour le 27 mars 2019.
6. QE n° 08107, *JO Sénat* du 23 avril 2026.

1er septembre

Retraite

Avec la suspension de la réforme des retraites de 2023, l'âge de départ est ramené à 62 ans et 9 mois (décrets n° 2026-344 et 345 du 7 mai 2026).

Arrêt maladie

La durée d'un arrêt de travail est plafonnée à un mois et chaque renouvellement à deux mois (décret n° 2026-705 du 29 juillet 2026).

15 septembre

Taxe de séjour

Les taux de taxe de séjour doivent être transmis à la DGFiP (via l'application Delta) au plus tard à cette date (décret n° 2022-1008 du 15 juillet 2022 ; arrêté NOR : ECOE2332735A du 6 décembre 2023).

Du 22 au 29 septembre

Prévoyance – Santé

Suite au renouvellement des assemblées délibérantes en 2026, un débat sur la protection sociale complémentaire des agents doit être organisé dans les six mois suivant leur installation (article L. 827-6 du CGFP).

27 septembre

Élections sénatoriales

Les grands électeurs sont appelés à élire les sénateurs des départements classés de l'Ain (01) à l'Indre (36) et du Bas-Rhin (67) au Territoire de Belfort (90) (hors Île-de-France), de Guadeloupe, de Guyane, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, de Wallis-et-Futuna et de la Polynésie française.

À LIRE sur www.journaldesmaires.com
« Les élections sénatoriales »
fiche juridique code 285753

30 septembre

Opération « 1 000 cafés »

Les communes (de moins de 3 500 habitants) ont jusqu'à cette date pour déposer leur candidature à l'appel à projet destiné à la création de cafés (indépendants ou associatifs) (www.1000cafes.org).

Service de l'eau

Au plus tard à cette date, le maire (ou le président de l'EPCI) présente au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement (art. L. 2224-5 du CGCT).

Interco

Le rapport annuel d'activité du président de l'EPCI (accompagné du compte financier unique) est transmis au maire au plus tard à cette date, pour être présenté au conseil municipal (art. L. 5211-39 du CGCT).

Label Ville prudente

Les candidatures à l'obtention du label de la prévention routière, qui valorise les initiatives de lutte active contre l'insécurité routière, sont recevables jusqu'à cette date (www.villeprudente.fr).

1er octobre

Délibérations fiscales

Les délibérations d'instauration et d'assiette de taxes locales doivent être adoptées avant le 1er octobre pour s'appliquer en 2027 (sauf pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe d'aménagement qui sont à voter avant le 15 octobre).

2 octobre

« Biblis en folie »

La 3e édition des journées nationales des bibliothèques, baptisées « Biblis en folie », se tient les 2, 3 et 4 octobre (https://biblisenfolie.culture.gouv.fr).

5 octobre

Semaine bleue

Coordonnée par l'Uniopss, la semaine nationale des retraités et personnes âgées se déroule du 5 au 11 octobre. Organisée avec la participation des CCAS/CCIAS, cette 75e édition a pour thème les liens intergénérationnels.

13 octobre

Journée nationale de la résilience

Les collectivités sont invitées à participer à la 5e Journée nationale « Tous résilients face aux risques », qui vise à sensibiliser la population aux risques naturels et technologiques (circulaire NOR : IOME2408808J du 22 mai 2024).

Les chiffres du mois

Indice de référence des loyers (2e trimestre 2026) : 148,37 (+ 1,15 % sur un an (arrêté NOR : ECO02618977 du 12 juillet 2026).

Indice des prix à la consommation (juin 2026) : 102,11 (+ 1,8 % sur un an) arrêté NOR : ECO02618793V du 12 juillet 2026).

Taux de l'intérêt légal (2e semestre 2026) : 6,84 % pour les personnes physiques (arrêté NOR : ECOT2616798A du 26 juin 2026).

VIE DES ÉLUS

ÉLU LOCAL

Prestations sociales et avantages sociaux

Décret n° 2026-544 du 25 juin 2026 (*JO* du 27 juin 2026)

Les autorisations d'absence et les crédits d'heures auxquels les élus ont droit sont, depuis la loi du 22 décembre 2025 portant statut de l'élu (art. 16), assimilés à une durée de travail effective pour l'octroi de prestations sociales et des avantages sociaux. Les avantages en question sont les titres-restaurant, les chèques-vacances, les CESU, les chèques-cadeaux, les avantages liés à la prise en charge des frais de transport personnels, les prestations allouées par le comité social et économique (CSE), les dispositifs de garantie de protection sociale complémentaire et, plus généralement, *« tout autre avantage prévu par un accord collectif, décision unilatérale et usage »* (le nombre de RTT, par exemple). Pour l'obtention de ces avantages, le temps d'absence d'un élu pour exercer son mandat ne peut être pris en compte.

Allocation aux adultes handicapés

Décret n° 2026-548 du 25 juin 2026 (*JO* du 27 juin 2026)

Les indemnités de fonction des élus locaux sont prises en compte pour le calcul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH). En revanche, pendant les six premiers mois d'un mandat, le cumul entre l'AAH et les indemnités est intégral.

Allocation de fin de mandat

Décret n° 2026-380 du 15 mai 2026 (*JO* du 19 mai 2026)

En application de la loi du 22 décembre 2025 portant statut de l'élu, le taux de l'allocation différentielle de fin de mandat est porté à 100 % de la différence de revenus durant les 12 premiers mois suivant la cessation du mandat, puis à 80 % au cours des 12 mois suivants. Cette allocation peut être versée pendant 24 mois, contre 12 auparavant.

VIE COMMUNALE

ACTION SOCIALE

Registre communal

Décret n° 2026-590 du 3 juillet 2026 (*JO* du 4 juillet 2026)

Les maires doivent tenir un registre des personnes âgées et des personnes handicapées vivant à domicile dans leur commune. Ce registre ne contenait, à l'origine, que les coordonnées des personnes fragiles qui avaient demandé à y figurer ou qu'un proche avait signalées. Il devra maintenant comporter les coordonnées des bénéficiaires de prestations sociales (APA, PCH…) transmises aux maires par les organismes sociaux. Pourront y être ajoutées les informations sur le logement et les conditions de vie à domicile, les personnes à contacter, les périodes d'absence… Ces données pourront être communiquées aux CCAS/CIAS ainsi qu'aux services sociaux et médico-sociaux. Objectif : faire du registre non plus seulement un outil de gestion des crises, mais aussi un outil de prévention de l'isolement, de repérage de la perte d'autonomie et d'orientation vers des aides.

ÉDUCATION

Sécurité des enseignants

Décret n° 2026-687 du 28 juillet 2026 (*JO* du 29 juillet 2026)

Lorsque le comportement d'un parent d'élève menace la sécurité ou la santé d'un membre de la communauté éducative ou compromet gravement le déroulement des activités d'enseignement ou le fonctionnement normal de l'école, le maire devra procéder à la radiation puis à la réinscription de l'enfant. En pratique, le directeur de l'école peut saisir le directeur académique des services de l'Éducation nationale (DASEN), afin qu'il demande au maire de radier l'élève de l'école et de l'inscrire dans une autre école de la commune (ou de l'EPCI compétent). Si la commune ou l'EPCI ne compte qu'une seule école publique, la radiation ne pourra intervenir que si le maire d'une autre commune accepte d'inscrire l'élève dans une de ses écoles. Un dialogue avec les parents doit obligatoirement précéder la décision de changement d'école. Une procédure similaire est prévue pour le second degré.

Projets éducatifs territoriaux

Instruction NOR : SPOV2614334N du 8 avril 2026 (*BO EN* n° 25 du 18 juin 2026)

Cette note du ministère de l'Éducation nationale fixe, pour 2026, le cadre d'action, la méthode et les modalités de pilotage de la continuité éducative (articulation entre les différents temps scolaires, périscolaires et extrascolaires) dans le cadre des Projets éducatifs territoriaux (PEdT) de deuxième génération, élargis aux jeunes de plus de 12 ans et aux périodes de vacances.

FISCALITÉ

Lutte contre les fraudes sociales et fiscales

Loi n° 2026-534 du 25 juin 2026 (*JO* du 26 juin 2026)

À compter du 1er janvier 2027, la DGFiP aura l'obligation de transmettre annuellement aux communes et EPCI à fiscalité propre la liste des locaux recensés l'année précédente pour la gestion de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) et des taxes sur la vacance des locaux d'habitation. Cette liste comportera la situation d'occupation et, pour les logements vacants, le motif de la vacance. Les collectivités, qui n'avaient jusqu'alors pas connaissance de ces éléments clés pour la lutte contre la fraude fiscale, pourront donc déterminer si un local est vacant, occupé par son propriétaire à titre de résidence principale ou secondaire, ou occupé par un tiers.

GESTION LOCALE • MANAGEMENT

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Rupture conventionnelle

Loi n° 2026-470 du 11 juin 2026 (*JO* du 12 juin 2026)
Arrêté NOR : TRSD2614637A du 19 juin 2026 (*JO* du 23 juin 2026)
Décrets n° 2026-745 et n° 2026-746 du 6 août 2026 (*JO* du 7 août 2026)
Arrêté NOR : CPPF2604586A du 6 août 2026 (*JO* du 7 août 2026)

L'agent qui a bénéficié d'une rupture conventionnelle doit rembourser à son ex-employeur l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle (ISRC) qu'il a perçue s'il est recruté comme agent territorial au cours des six années suivant la rupture (art. L. 552-4 du CGFP). Ce remboursement doit intervenir dans les deux ans suivant le recrutement. Pour s'en assurer, le candidat recruté doit adresser à son futur employeur une attestation sur l'honneur indiquant qu'il n'a pas bénéficié d'une ISRC durant les six années précédentes. S'agissant de l'indemnité, elle ne peut être inférieure à 1/6e de mois de rémunération brute par année d'ancienneté jusqu'à 10 ans ; 1/5e de mois de 10 à 15 ans ; un quart de mois de 15 à 20 ans ; un tiers de mois de 20 à 24 ans. Son montant maximum ne peut pas excéder 1/24e de la rémunération brute annuelle perçue par année d'ancienneté, dans la limite de 24 ans d'ancienneté. La rupture conventionnelle ouvre droit au versement des allocations de retour à l'emploi (ARE), à raison de 456 jours pour les allocataires de moins de 55 ans et de 624 jours pour ceux âgés de plus de 55 ans. L'arrêté du 6 août 2026 fixe les modèles de convention de rupture conventionnelle.

À LIRE sur www.journaldesmaires.com
▸ **« La rupture conventionnelle »**
fiche juridique code 285692

Arrêts de travail

Décret n° 2026-705 du 29 juillet 2026 (*JO* du 31 juillet 2026)

La durée d'un arrêt de travail pour congé de maladie ordinaire (CMO) – obligatoirement délivré selon le modèle Cerfa – est plafonnée à un mois et chaque renouvellement à deux mois. Les congés de longue maladie, grave maladie et longue durée (CLM, CGM et CLD) peuvent être accordés ou renouvelés par périodes de six mois au plus. L'avis d'arrêt de travail peut être dématérialisé. Par ailleurs, l'employeur peut désormais faire contrôler l'arrêt au domicile de l'agent lorsque les sorties ne sont pas autorisées. En cas d'absence injustifiée ou de refus du contrôle, le versement de la rémunération est interrompu jusqu'à la date de fin de l'arrêt. La consultation du conseil médical pour le renouvellement d'un CLM ou d'un CLD après épuisement du plein traitement est supprimée. Enfin, l'agent (titulaire ou contractuel) en CMO, CLM, CLD ou CITIS peut demander à réaliser une formation ou un bilan de compétences afin de favoriser sa réadaptation ou sa reconversion professionnelle, sous réserve de l'accord du médecin agréé.

Pensions de retraite

Décrets n° 2026-699 et n° 2026-700 du 29 juillet 2026 (*JO* du 31 juillet 2026)

Afin d'atténuer les effets de la réforme des retraites de 2023 sur les femmes ayant eu des enfants, celles ayant accouché d'un enfant après le 1er janvier 2024 bénéficient de deux trimestres de majoration d'assurance, dont un trimestre au titre d'une nouvelle bonification.

Temps partiel thérapeutique

Décret n° 2026-705 du 29 juillet 2026 (*JO* du 31 juillet 2026)

L'autorisation de bénéficier d'un temps partiel thérapeutique (TPT) reste accordée dans la limite d'une année, mais désormais sans périodicité obligatoire d'un à trois mois (donc sans obligation de renouvellements intermédiaires de l'autorisation). L'employeur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande pour accepter ou refuser celle-ci, sauf en cas de reprise faisant suite à une pathologie longue (aupa-

ravant l'autorisation de TPT prenait effet à la réception de la demande). Le contrôle par un médecin agréé de l'agent souhaitant prolonger son TPT au-delà d'une période de trois mois est supprimé (l'administration peut toujours demander un examen médical à tout moment). Tout refus de l'employeur (demande initiale ou renouvellement) doit être motivé.

Autorisations d'absence

Décret n° 2026-604 du 6 juillet 2026 (*JO* du 9 juillet 2026)

Le régime des autorisations spéciales d'absence (ASA) pour motif familial ou parental est harmonisé entre les fonctions publiques. Il distingue les ASA de droit (annonce de la maladie d'un enfant, décès du conjoint, mariage…), les ASA sous réserve des nécessités de service (grossesse et soin d'un enfant) et les aménagements horaires (suivi de grossesse, allaitement, rentrée scolaire…). La possibilité pour les employeurs et les syndicats de négocier localement de meilleures conditions pour les ASA est supprimée. Ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2027.

Encadrement supérieur

Arrêté NOR : ATDB2517727A du 3 juillet 2026 (*JO* du 4 juillet 2026)

La réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique territoriale prévoit que les emplois supérieurs sont répartis en quatre niveaux en fonction du niveau de responsabilité, du champ d'action, du degré d'expertise exigé et de la technicité de l'emploi (décret n° 2026-484 du 10 juin 2026). L'arrêté fixe la liste des emplois relevant de chacun de ces niveaux.

À RETENIR ÉGALEMENT

- **Dématérialisation des certificats de décès**
  Décret n° 2026-697 du 28 juillet 2026 (*JO* du 30 juillet)
- **Équipements sportifs et utilisation de pesticides**
  Arrêté NOR : TECL2618155A du 10 juillet 2026 (*JO* du 23 juillet)
- **Élections sénatoriales**
  Circulaire NOR : INTP2618423C du 20 juillet (*JO* du 22 juillet)
- **Service public à la petite enfance (attributions individuelles)**
  Arrêté NOR : SFHA2619558A du 16 juillet 2026 (*JO* du 22 juillet)
- **Archéologie préventive**
  Décret n° 2026-583 du 26 juin 2026 (*JO* du 1er juillet)
- **Autorité organisatrice de la mobilité : compensations**
  Arrêté NOR : CPPS2619383A du 25 juin 2026 (*JO* du 21 juillet)
- **Surveillance des eaux de piscine**
  Arrêtés NOR : SFHP2608465A et NOR : SFHP2608490A du 23 juin 2026 (*JO* du 27 juin)
- **Cerfa pour les publicités, enseignes et préenseigne**
  Arrêté NOR : TECL2616605A du 25 juin 2026 (*JO* du 27 juin)
- **Dotation particulière élu local pour 2026 (attributions individuelles)**
  Arrêté NOR : ATDB2609741A du 11 mai 2026 (*JO* du 23 juin)
- **Autorité organisatrice de la mobilité : compensations**
  Arrêté NOR : CPPS2619383A du 25 juin 2026 (*JO* du 21 juillet)
- **Livret citoyen (processus de naturalisation)**
  Arrêté NOR : INTV2612527A du 3 juillet 2026 (*JO* du 16 juillet)
- **Rémunération des collaborateurs de cabinet (plus de 40 000 habitants)**
  Décret n° 2026-619 du 10 juillet 2026 (*JO* du 11 juillet)
- **Comité de bassin (composition)**
  Décret n° 2026-557 du 29 juin 2026 (*JO* du 30 juin)
- **Redevance pour pollution de l'eau par des PFAS**
  Décret n° 2026-545 du 25 juin 2026 ;
  Arrêté NOR : TECL2602225A du 25 juin 2026 (*JO* du 27 juin 2026)

MARCHÉS PUBLICS

Pompes à chaleur

Décret n° 2026-792 du 15 août 2026 (*JO* du 18 août 2026)

Jusqu'à la fin de l'année 2026, les acheteurs peuvent conclure sans publicité ni mise en concurrence un marché de travaux portant sur l'installation de pompes à chaleur dans les bâtiments ou le raccordement au réseau de chaleur urbain, d'un montant inférieur à 140 000 € HT.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

ÉNERGIE

Projets photovoltaïques au sol

Décret n° 2026-674 du 27 juillet 2026 (*JO* du 28 juillet 2026)

Une évaluation environnementale est obligatoire pour les projets d'installations photovoltaïques (à l'exception des installations sur ombrières) de plus de 3 MWc (contre 1 MWc aujourd'hui).

Barrages hydroélectriques

Loi n° 2026-554 du 29 juin 2026 (*JO* du 30 juin 2026)

Le régime des concessions dans le secteur de l'hydroélectricité est réformé. Les barrages et centrales hydroélectriques d'une puissance de plus de 4,5 MW (340 sites sur un total de 2 640 ouvrages) sont désormais soumis au régime d'autorisation. Une part de la production d'hydroélectricité d'EDF est ouverte à la concurrence, par un système de mise aux enchères. L'imposition forfaitaire

sur les entreprises de réseaux (IFER) répartit la taxe, sur les ouvrages hydroélectriques de plus de 4,5 MW, entre les départements (65 %), les communes (30 %) et les EPCI (5 %). Elle est fixée à 7,60 € par kilowatt de puissance installée (contre 3,39 €/kW précédemment).

ENVIRONNEMENT

Réforme de la DSEC

Décret n° 2026-788 du 12 août 2026 (*JO* du 15 août 2026)

Les modalités de gestion de la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques (DSEC) sont révisées : prise en compte de l'état des biens, extension aux pistes cyclables… Pour rappel, cette dotation de l'État participe à la remise en état des biens réputés non assurables des collectivités de métropole (art. L. 1613-6 et R. 1613-3 et suivants du CGCT).

Collecte des déchets ménagers

Décret n° 2026-674 du 27 juillet 2026 (*JO* du 28 juillet 2026)

L'obligation de collecte hebdomadaire des ordures ménagères résiduelles (OMR) est supprimée. Les collectivités sont désormais libres de définir la périodicité des collectes. La fréquence de collecte en porte-à-porte sera fixée par l'arrêté du maire ou du président du groupement compétent.

LOGEMENT – CONSTRUCTION

Logement des agents publics

Loi n° 2026-553 du 29 juin 2026 (*JO* du 30 juin 2026)

Afin d'augmenter l'offre de logements sociaux à destination des agents, les employeurs peuvent insérer une *« clause de fonction »* dans le contrat de location leur permettant de récupérer le logement lorsque l'agent change d'emploi (sauf situation de handicap, de maladie ou situation familiale grave), moyennant un délai minimal de six mois. Le droit de réservation de logements sociaux dont bénéficient les employeurs publics est également étendu : s'ils cèdent du foncier avec décote, dans le but de faciliter la création de logements sociaux, ils pourront acquérir jusqu'à 50 % des logements du programme (contre 10 % aujourd'hui). Par ailleurs, l'autorité délivrant les permis de construire pourra déroger aux règles de destination des PLU pour transformer ou construire des immeubles d'habitation sur des terrains publics dont au moins la moitié des logements créés sera réservée aux agents.

TRANSPORTS

Transports publics : caméra individuelle des chauffeurs

Décret n° 2026-616 du 27 juin 2026 (*JO* du 10 juillet 2026)

Pris pour l'application de l'article 11 de la loi n° 2025-379 relative du 28 avril 2025, ce décret permet l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les conducteurs des services de transport public d'autobus et d'autocar.

URBANISME

Documents d'urbanisme

Décret n° 2026-733 du 1er août 2026 (*JO* du 4 août 2026)

L'obligation de réaliser une évaluation environnementale est généralisée pour les procédures d'élaboration et de révision des PLU (art. R. 104-11 du code de l'urbanisme), et le recours à la participation du public par voie électronique (PPVE) est étendu à un grand nombre de cas (art. L. 132-12 à L. 132-13).

Mesures de simplification

Décret n° 2026-674 du 27 juillet 2026 (*JO* du 28 juillet 2026)

Le titulaire du droit de préemption est dispensé de demander un nouvel avis des Domaines à la suite d'une déclaration d'intention d'aliéner lorsqu'il dispose d'un avis en cours de validité sur le bien. Un permis d'aménager n'est plus systématiquement exigé pour la réalisation d'un lotissement (notamment, pour les opérations situées dans le périmètre d'un secteur protégé). Pour les demandes de permis en matière d'aménagement commercial, l'obligation de déposer le dossier à la Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) par voie dématérialisée en sus d'un dossier papier est supprimée. En matière de SCoT, de PLU et de cartes communales, la publication des actes sur le portail national de l'urbanisme est privilégiée. Le préfet de département (au lieu du préfet de région) devient compétent sur les recours contre les décisions de l'architecte des bâtiments de France (ABF).

La bibliothèque numérique du
JOURNAL DES MAIRES
www.journaldesmaires.com

VIE DES ÉLUS

ÉLECTIONS

L'identité numérique est-elle recevable lors du vote ?

NON Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les électeurs doivent présenter, au moment du vote, leur carte électorale et un titre d'identité relevant de la liste fixée par l'arrêté NOR : INTA1827997A du 16 novembre 2018. Le titre dématérialisé issu de l'application France identité ne fait pas partie de cette liste. Il n'est donc pas recevable le jour du vote.

(QE n° 11686, *JO AN* du 23 juin 2026)

VIE COMMUNALE

DOMAINE PUBLIC

Peut-on donner à un jardin public le nom d'un ancien élu condamné ?

OUI NON Le fait qu'un élu ait fait l'objet d'une condamnation pénale n'interdit pas que son nom soit donné à un espace public. Mais le conseil municipal doit apprécier la nature des faits à l'origine de ces condamnations, leur portée et leurs incidences pour la collectivité et ses habitants.

(TA Orléans, 8 juin 2026, n° 2502833)

GESTION LOCALE • MANAGEMENT

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Congés annuels reportés : faut-il en informer l'agent ?

OUI L'agent qui bénéficie de congés annuels reportés à la suite d'un congé pour raison de santé ou pour raison familiale doit être informé du nombre de jours de congés reportés et de la date limite à laquelle ils doivent être pris. Cette information doit être délivrée en temps utile et l'employeur doit pouvoir apporter la preuve de la communication. À défaut, le délai de report de 15 mois ne commence pas à courir et l'agent conserve ses droits à congés reportés. Par ailleurs, les employeurs doivent permettre le report de ces congés lorsque leur prise a été rendue impossible par les nécessités du service.

(CE, 16 juin 2026, n° 506127)

MARCHÉS PUBLICS

Garantie décennale : le délai court-il à partir de la réception des travaux en cas de réserves ?

NON Le point de départ de la garantie décennale s'établit à la réception des travaux. Mais, pour les travaux qui ont fait l'objet d'une réception avec ou sous réserves, ce délai commence à courir lorsque les réserves sont levées par le maître d'ouvrage.

(CE, 16 juin 2026, n° 512524)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

URBANISME

Un PLU peut-il imposer l'utilisation de certains matériaux ?

OUI Il peut édicter des prescriptions visant à protéger, conserver ou mettre en valeur un immeuble dont l'intérêt culturel, historique ou architectural le justifie (art. L. 151-19 du code de l'urbanisme). À cette fin, *« le règlement peut identifier et localiser de tels immeubles* (...) *et imposer* (...) *le recours à des matériaux qui en constituent une composante caractéristique.* (...) *L'obligation de recourir à un matériau déterminé ne peut être imposée que s'il s'agit du seul moyen permettant d'atteindre l'objectif poursuivi. »*

(CE, 13 juillet 2026, n° 507489)

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Luc Bally, Nicolas Barraud, Marius Benedetti, Clothilde Bonno, Guillaume Fabre, Marie Genty, Christine de Geyer, Dominique Hervé, Servan Le Janne, Jean-Christophe Poirot, Livia Stahl, Frédéric Ville, Clémence Villedieu.

Service abonnements
Journal des Maires
19, rue Maurice Ravel
92390 Villeneuve-la-Garenne
Tél. fixe : 01 47 92 86 99
Portable : 07 85 95 41 46
Email : abo@journaldesmaires.com

Régie publicitaire
Mistral media
5, rue de Cronstadt
75015 Paris
Tél. : 01 40 02 99 00
Directeur général : Luc Lehéricy
E-mail : luc.lehericy@mistralmedia.fr

Mentions légales
Éditeur :
Aspen Publishing sàrl
Rue de Romont 20
1700 Fribourg – Suisse

Éditeur délégué :
Abaco Publications Sarl
18, rue Pasquier – 75008 Paris
RCS Paris 102 620 077
Directeur de la publication : Alix de Chavanes
Rédaction : redaction@journaldesmaires.com
Site internet : www.journaldesmaires.com
ISSN : 0294-8095
Impression : Picking graphic srl
Commission paritaire : 0431T87258
Dépôt légal : septembre 2026.

Les rendez-vous de la
FONCTION PUBLIQUE
by Préventica



SANTÉ, SÉCURITÉ ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

Organisation du Travail
Santé mentale
Addictions
Dialogue social / CSE
Maintien dans l'emploi
Mutuelles - Avantages sociaux
Equipements ergonomiques
Outillage de sécurité
Manutention & travaux en hauteur
Sécurité Incendie
Sûreté des Bâtiments...

En partenariat avec :
JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

INSCRIVEZ-VOUS
DÈS MAINTENANT
Code invitation : **RYM22**

LYON 6 > 8 Oct.

PARC DES EXPOSITIONS
550 Exposants • 180 conférences

Préventica .com
Toute l'année en ligne !
WEBINARS | MAGAZINE | ANNUAIRE | PODCASTS | INTERVIEWS...

Je consulte la bibliothèque numérique du





Juillet-août 2026



Juin 2026



Mai 2026



Avril 2026



Mars 2026



Février 2026

4 formules d'abonnement
rendez-vous sur www.journaldesmaires.com